

# LE COMBAT SYNDICALISTE

Bimestriel Anarcho-syndicaliste de la CNT-AIT de Midi-Pyrénées

La lettre du C.D.E.S ISSN 1240-0009 - CPPAP 72171

UNE QUESTION DE DIGNITE



UNE PETITE VOIX QUI NE LA FERMERA PAS. SOUFFRE ET FERME-LA. UNE SIMPLE HISTOIRE DE SIGLE. GREVE DES SAISONNIERS DU MAS RIOLS. LA SCISSION DANS AC!. REMUNERATION AU MERITE. UNE MANIPULATION GROSSE COMME UN VIADUC. RAFLE D'ENFANTS A STRASBOURG. SCENES DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS UN LYCEE DE CAMPAGNE. EDUCATION ET CONDITIONNEMENT. UNE TORTURE DE TOUS LES INSTANTS. NOUVEL ASSAUT SUR CRONSTADT. SARKOZY II. NOS SENTIMENTS NE SONT PAS A VENDRE...

N° 94 - Mars / Avril 2006 - 2 euros

# La Lettre du C.D.E.S

bulletin du réseau  
Le Combat Syndicaliste

Bimestriel de l'union régionale  
Midi-Pyrénées de la CNT-AIT

## Abonnement un an

Tarif normal :  
10 euros

Abonnement de soutien :  
20 euros ou plus

Libellez vos chèques à l'ordre de :

**CDES, CCP 3 087 21 H**  
Toulouse

Pour tout contact avec le journal :

**CDES, CNT- AIT**  
7, rue St-Rémésy  
31000 Toulouse

Tél\_Fax : 05 61 52 86 48

## Les articles en ligne

Sur le site de la CNT-AIT de Toulouse

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

et sur celui de Paris-Nord :

<http://cnt-ait.info>

## Secrétariat régional

CNT-AIT, B.P. 158

82001 Montauban cedex

### Autres adresses

secrétariat de l'AIT  
AIT, NSF boks 1977, Vika, N-0121  
OSLO, Norvège.

CNT, [http : www.cnt-ait-fr.org](http://www.cnt-ait-fr.org)

UR Aquitaine : CNT-AIT, BP 8176, 64181 Bayonne

Cdx. UR Méditerranée : CNT-AIT, Vieille Bourse du

Travail, 13 rue de l'Académie, 13001 Marseille. UR

Normandie : CNT, BP 2010, 14019 Caen Cdx. UR

Paris-Nord : CNT, BP 352, 75526 Paris Cdx 11.

Rhône-Alpes : CNT, BP 223, 38405 St Martin

d'Hères Cdx.

# La Lettre du C.D.E.S

est rédigé, réalisé et imprimé à titre militant  
par des adhérents de la CNT-AIT, chômeurs  
ou salariés, après leur journée de travail.  
Nous tenons à remercier tous ceux qui nous  
envoient des infos, articles, coupures de  
presse, dessins ... qui nous permettent d'en-  
richir la rédaction.

## UNE PETITE VOIX QUI NE LA FERMERA PAS

Voici quelques numéros, nous avons entretenu nos lecteurs des poursuites pour "diffamation" perpétrées par son employeur à l'encontre d'un militant de la CNT-AIT de Montpellier, salarié d'une association para-administrative qui regroupe parmi ses dirigeants une bonne part du gratin local. Rappelons que notre compagnon avait tout simplement décrit, par voie de tract, les pratiques habituelles de sa boîte. Certes, il les avait agrémentées des propos qui convenaient, et en des termes choisis. Pour que nul n'en ignore, ces tracts avaient été diffusés dans toute la ville. On en vit même collés jusque dans le village où habitait son patron.

Aujourd'hui, voilà que le même genre de procédure recommence, cette fois-ci à l'encontre d'une compagne de la CNT-AIT des Pays de Loire. Une affaire de plus, qui démontre que, public, privé, associatif ou culturel, le patronat a une insupportable propension à considérer comme une "calomnie" tout propos de salarié un peu critique et une tout aussi intolérable prétention à vouloir imposer le silence.

Pour revenir à ce nouveau procès, à quelle calomnie s'est donc livrée Chantal, puisque c'est ainsi que la nouvelle poursuivie se prénomme ? A-t-elle, en ces temps troublés, publié une quelconque caricature de son patron avec une bombe à la place du turban (ou, plutôt, s'agissant d'un patron... à la place du portefeuille). Même pas. Elle a tout simplement raconté, sur une petite radio associative (Alter-Nantes), ce qu'elle voit, ce qu'elle vit au quotidien depuis des années, là où elle travaille.

Comment appeler justement ce "là" où elle travaille ? Officiellement, c'est un "Etablissement public médico-social". Cette appellation ne dira pas grand chose à beaucoup de gens. Essayons de la traduire : "hôpital d'où l'on ne sort pas" conviendrait, ce qu'on appelait autrefois un hospice, une maison d'internement... bref un lieu où des centaines de personnes, qui, généralement n'ont plus ni famille ni ami, attendent... attendent quoi, au fait ? Comment ces personnes sont-elles traitées pendant tout ce temps ? C'est là-dessus que porte le témoignage de Chantal. Un témoignage tout simple, d'une petite voix qui parle avec les mots de tous les jours, et qui, pour que nul n'en ignore, a été envoyé par la radio aux responsables. Ce témoignage aurait dû soulever des questions parmi les responsables. Il aurait certainement appelé d'autres types de réponses qu'une accusation de calomnie.

Mais, Chantal n'a pas eu le choix. Il y aura donc procès. Oserons-nous écrire que nous l'attendons, ce procès, sans impatience, mais de pieds fermes ? Car il nous donnera certainement le plaisir d'entendre à la barre l'administration de l'établissement déclarer que, partout et toujours, c'est l'intérêt des malades qui passe en premier; que chacun des résidents qu'elle héberge reçoit les soins éclairés et attentifs que la déontologie médicale exige; que ces soins sont réguliers et toujours conformes aux règles de bonnes pratiques; qu'il n'y a jamais eu la moindre bavure, et que, finalement, c'est un réel plaisir de se faire interner chez eux. Autant de points qui seront discutés. Car, ce qui est sûr, c'est que Chantal avancera témoignages et preuves matérielles de poids.

Un mot avant de finir, pour indiquer à ceux qui ne l'auraient pas lue dans nos colonnes, l'issue du procès de Montpellier. Après avoir gagné en Correctionnelle contre notre compagnon, le patron s'est retrouvé Gros-Jean comme devant. Il a perdu sur toute la ligne en Appel et a été condamné à l'entier paiement des frais de justice. Le tout assorti d'une importante "publicité" sur son cas.

Nous ferons tout pour que la présente affaire finisse de la même façon. Pour cela, nous avons besoin de votre aide. Il faut soutenir Chantal qui a eu le courage de parler quand beaucoup se taisent. Il faut soutenir l'animateur d'Alter-Nantes, lui aussi poursuivi pour la même raison. Il faut des moyens pour réunir des preuves supplémentaires, pour établir un dossier qui sera rendu public en son temps, pour faire face aux frais de justice. ✎

Adressez votre solidarité à : CNT-AIT BP 2010, 14019 CAEN CEDEX  
Chèques à l'ordre de CNT,  
mention Solidarité Mindin au dos, sur le compte courant postal :  
294 953 E Rouen



## UNE SIMPLE HISTOIRE DE SIGLE

Baptisé par ses créateurs "Contrat Première Embauche", le CPE a gagné d'emblée dans la population sa véritable dénomination : "Contrat de Précarité Extrême". Dans la marche descendante aux enfers de la précarité et de la surexploitation, le CPE est le nouveau degré que le gouvernement est en train de franchir.

Cependant, si le sigle est nouveau, la chose ne l'est pas. Quand ceux d'entre nous qui sont sur le marché du travail depuis plusieurs années font leur CV, tout ce qu'ils ont à indiquer, c'est la longue liste des sigles par lesquels ils sont passés ! Des TUC (inventés par la gauche) aux CPE (inventés par la droite) la litanie de l'exploitation est fort longue. La raison de cette accumulation de sigles est simple : faute de produire de la justice ou de la liberté, chaque gouvernement produit ses lois, ses règlements, augmente l'oppression et invente les sigles qui vont avec.

Masquer périodiquement, sous un sigle nouveau, une vieille pratique est une habitude consubstantielle à la démocratie bourgeoise. Il importe au pouvoir qu'elle ne soit pas reconnue comme telle. Pour cela, il faut qu'il y ait des gens qui la présentent comme une grande nouveauté, que ce soit pour l'approuver ou pour s'en indigner.

Quand les médias et les syndicats nous informent sur les projets gouvernementaux (type CPE), ils sont dans ce rôle. Ne croyons pas que cela les révolte, non, les uns se contentent d'amplifier l'action du gouvernement, les autres de la critiquer mollement. Constatons également que plus ils nous informent, plus ils critiquent et plus nous sommes impuissants. C'est pourquoi les nouvelles mesures succèdent de façon quasi-ininterrompue aux déjà anciennes (parfois vieilles d'à peine quelques mois), dans un climat de résignation.

On peut gloser pendant des heures sur cette impuissance et cette résignation, mais allons droit à l'essentiel. Ce à quoi nous assistons, ce n'est ni plus ni moins qu'un subtil exercice d'équilibrisme politique. Si à droite les uns se font les porte-paroles directs du capitalisme, ils n'y a guère à gauche que des "faire valoir" de l'État. Telle

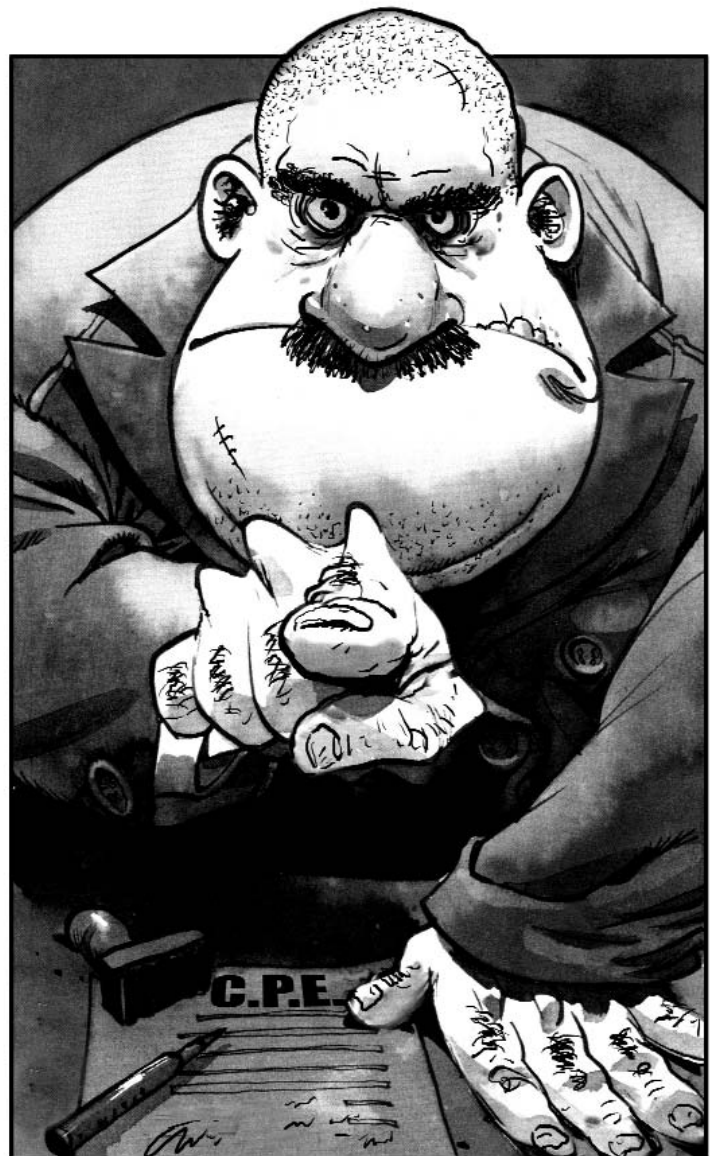
une acrobate munie de sa perche, la démocratie bourgeoise avance ainsi à son rythme, préservant son centre de gravité, sauvant ce qui est pour elle essentiel : le droit qu'elle s'est attribué de légiférer à tort et à travers, de jour et de nuit, envers et contre nous.

Et c'est bien là qu'est le problème. L'information telle qu'elle nous est donnée, qu'elle soit commentée par les médias ou bien par les experts du syndicalisme, nous enferme dans un faux débat. Il en est en effet du "droit" comme de "dieu".

Quand le débat porte sur la nature de dieu, c'est que l'on admet son existence. Quand le débat porte sur la nature d'une "loi sociale", c'est qu'on ne conteste plus la fonction du "droit social". C'est que l'on oublie -ou qu'on fait semblant d'oublier- que la fonction du droit dans la démocratie capitaliste, c'est toujours de légitimer l'exploitation. Voici ce qui explique pourquoi l'information n'exclut pas l'impuissance puisqu'elle nous désigne les effets et nous masque la cause. De là

vient que, même lorsque la mobilisation est réussie, gigantesque même comme elle l'a été en 1995 (contre les lois Juppé), les réformes sont à peine retardées et passent un peu plus tard, éventuellement sous un autre nom, un autre sigle.

Aujourd'hui, avec le CPE, c'est reparti. Avec la même absence d'analyse globale que les fois précédentes. Avec les mêmes méthodes d'information et de mobilisation. Et, si rien ne





## SOUFFRE ET FERME LA !

Victimes du système capitaliste, il semblerait que les chômeurs en perdant leur emploi perdent leur statut d'être humain. Culpabilisés par les pouvoirs publics et les médias en toute occasion, quand ils ne se manifestent pas, leurs droits sont désagrégés par les politiques de tout bord. En un rien de temps, ils se trouvent rayés des listes du chômage pour rejoindre celle des RMastes. Leurs allocations fondent comme neige au soleil et les contrôles inquisiteurs se multiplient à outrances sans respect pour la vie privée. Et, s'ils se manifestent, s'ils cherchent à faire valoir le minimum auquel ils ont droit, ils s'exposent à être bâillonnés et frappés, comme le montre l'histoire ci-dessous.

Une chômeuse (plus toute jeune !), protestant contre la disparition des enveloppes timbrées fournies dans son département aux chômeurs (pour qu'ils puissent envoyer leurs demandes d'emploi), après que ces courriers soient restés sans l'ombre d'une réponse, a profité d'une des nombreuses collations de nouvelle année que s'offre son conseil général, pour venir diffuser le plus pacifiquement du monde un tract. Alors qu'elle était rapidement prise à parti, bousculée et frappée par un service d'ordre agressif, il n'y eut qu'un seul présent (dans une assistance bondée) qui eut le courage d'élever la voix pour défendre cette femme de 40 kilos ! Cette personne se vit également pousser dans un couloir isolé et frapper.

Première conclusion : les caisses sont vides pour les enveloppes des chômeurs mais pas pour les petits fours des élus !

Deuxième conclusion : dans une salle pleine à craquer de "d'élus et de gens de gauche", on peut frapper une chômeuse sans que cela coupe l'appétit à quiconque.

Travailleurs, chômeurs, précaires, exploités de toute sorte, sachons nous en souvenir.

change, avec le même "résultat".

Les propos des syndicalistes, gauchistes et partis de gauche concernant le nouveau sigle de l'exploitation ne laissent aucun doute sur leurs intentions réelles. Oui, le CPE ajoute un tour de vis supplémentaire. Mais, à les entendre, on dirait que la vie des "employables", n'était pas déjà soumise aux diktats du capitalisme. Pour peu, ils affirmeraient que le droit du travail a évité jusqu'à présent les délocalisations, les licenciements massifs ou la misère sociale. Et que grâce à l'ancienne "protection des travailleurs" il n'y avait pas d'accidents mortels sur leurs chantiers. Pour couronner le tout, ils essaient d'entretenir l'illusion qu'un jour, faute de messie, un gentil gouvernement appliquera enfin une bonne législation, qui, cette fois, desservira les patrons et donnera l'avantage aux salariés. Pour cela, ils réécrivent l'histoire. Un exemple tiré d'un tract gauchiste : *"Dominique de Villepin, ose prétendre rompre avec les logiques de partage du travail qui ont échoué depuis près de trente ans. Quel cynisme, alors que la seule mesure de partage depuis 1981, la loi sur les 35 heures, a été vidée de toute substance par l'UMP, tout en renforçant son volet sur la flexibilité !"*. Enorme escroquerie : la loi sur les 35 heures nous est présentée comme une loi de "partage". Alors que son seul

objectif était de faire avaler à tous les salariés la pilule de la flexibilité. Objectif qu'elle a d'ailleurs parfaitement atteint (merci la gauche).

C'est un exemple entre mille, car, pour soi-disant lutter contre les CPE, il n'y a pas beaucoup de discours aujourd'hui sans le couplet sur les bienfaits du droit du travail, comme hier il n'y avait peu de tracts sans le refrain du service public dans un État capitaliste. Comment s'étonner, si après ces illusions viennent d'autres tentatives de mobilisations mystificatrices ? Déjà on nous parle de l'UNEF et de "syndicats lycéens" comme de mouvements de jeunes ! Comme si personne ne savait qu'il s'agissait de coquilles vides. Comme si personne ne se doutait que main dans la main avec la CGT et toute la gauche institutionnelle, leur objectif, c'est les présidentielles de 2007 et le maintien de cette "démocratie" représentative qui nous impose justement cette société mortifère. Nous ne nous débarrasserons de ces illusionnistes. Alors, face à ceux que seule la prise du pouvoir intéresse, couplet pour couplet, préférons chanter le nôtre : abstention massive, désobéissance générale et grève illimitée.

Maurice

## QUELQUES QUESTIONS AUTOUR DE LA GREVE DES SAISONNIERS AGRICILES DU MAS RIOLS (P.O)

Les Pyrénées-Orientales sont un département largement rural avec de nombreuses productions saisonnières (vendanges, cueillettes, etc.). La précarité est une tradition quasi "culturelle" de ces activités, où la main d'œuvre s'achète à vil prix et de préférence quand elle est immigrée sans papiers, c'est à dire à l'entière merci d'un patron féodal. Mais il arrive que les esclaves en aient marre et se rebiffent. C'est ce qui s'est passé au Mas Riols. Des compagnons, habitants du village, se sont solidarisés avec la lutte spontanée, qui en même temps qu'elle commençait à se structurer elle-même a vu arriver les "gestionnaires-pompiers" de la CGT, et leur sabotage de l'auto-organisation. Récit d'une reprise en main syndicale...

### CHRONOLOGIE

**Mercredi 23/11** : première rencontre avec les grévistes du mas Riols à Latour Bas Elne (66). Il s'agit d'une grosse propriété agricole de maraîchage de 130 hectares. Le patron dispose également d'autres propriétés en Ile-de-France. En tant qu'habitant d'Elne, j'apporte mon soutien. Il s'agit de dix-sept ouvriers agricoles Portugais, de six Roumains et d'un Marocain, qui réclament plusieurs mois impayés. Certains sont logés sur place, dans des conditions misérables. Tous occupent la ferme en campant et en bloquant un camion. La discussion s'engage. Ils ont attaqué le patron aux Prud'hommes. Ils expliquent qu'ils ont fait venir la Direction du travail... qui est venue avec la PAF (Police de l'air et des frontières, qui traque les sans papiers). Moralité télévisée (déjà la télévision !) : les Roumains se retrouvent au centre de rétention de Rivesaltes et expulsés. Deux jours après, l'un d'eux appelle de Roumanie...

**Judi 24/11** : je vais vérifier à la Chambre d'agriculture puis à la Mutualité sociale agricole, (MSA, la caisse de sécurité sociale spécifique des professions agricoles) le numéro de SIRET (numéro de registre unique spécifique à l'employeur) du patron. Le numéro ne correspond pas à celui des bulletins de salaires ! Normal, m'est-il expliqué : c'est un groupement d'entrepreneurs qui possède plusieurs domaines dans les Pyrénées-Orientales et en Ile-de-France. Affolement des

ouvriers. Je propose de prendre le camion de la ferme et d'aller vendre directement les produits sur les marchés. Réticence des grévistes déjà culpabilisés par le fait de faire grève. Proposition de faire des banderoles. Après hésitation, ils acceptent.

Une voiture de la mairie s'arrête : c'est le secrétaire de mairie P.C. :

- "Vous n'avez besoin de rien ?"
- Du bois pour du feu.
- Et vous Monsieur vous n'avez pas d'accent !
- Eh ! non, je l'ai perdu depuis longtemps. Pourquoi, il en faut ?"

J'avertis des copains, nous revenons et expliquons qu'il leur appartient d'écrire ce qu'ils veulent, que durant leur lutte ils ne doivent avoir confiance qu'en eux et ne pas faire confiance aux autres, ni même à nous. Ils confectionnent leur banderole "OUVRIERS DU MAS RIOLS EN GREVE" et l'accrochent à l'entrée de la ferme le long de la route, bien visible.

**Vendredi 25/11** : la banderole est toujours là, le feu brûle, le bois municipal ne manque pas, la grève continue. Une voiture s'arrête : "Bonjour je suis de la CGT, je viens de Montpellier pour m'occuper de vous".

La télé arrive quelques minutes plus tard. Le permanent CGT s'assied à l'unique table en plein air et fait semblant d'écrire. Les Portugais sont sollicités par la télé mais ne sont pas habitués à ces mises en scène, et de plus ont des difficultés à s'exprimer en français :

- "Il me doit quatre mois de salaire

*mais les Roumains ont travaillé et ils ont été embarqués sans être payés, et il y a l'Arabe qui habite sur un autre mas, à lui il lui doit onze mois",*

*- "Putain c'est pas normal, les esclaves on les nourrissait, nous : rien !"*

*- "A moi il me doit deux mois, hier le patron est sorti et m'a mis un chèque dans la poche, je le lui ai jeté : il nous paye tous ou personne".*

La seule chose qui passe à la télé, c'est la CGT faisant semblant de prendre tout en mains. Et la banderole. Les Portugais font la gueule. Ils décident de faire une autre banderole : "EN GREVE DEPUIS LE 18 NOVEMBRE. 3 - 4 - 5 MOIS SANS PAYE. CONGES ET HEURES SUPPLEMENTAIRES NON PAYES."

Le permanent CGT de Montpellier est venu accompagné d'un administrateur de la M.S.A. Première tentative CGT, à propos du Marocain (onze mois de salaires et une retraite énigmatique, en maladie après une crise cardiaque dans un sillon de salade, transporté et opéré à l'hôpital) : "Celui-là, on va le négocier à part".

Je gueule aux Portugais : "Il n'y a rien à négocier, il faut faire les totaux pour chacun avec les heures sup. Ils payent tout et tout le monde. C'est ce que vous avez décidé, non ?". C'est sûr, on bouge pas d'ici.

La CGT comprend qu'elle ne va pas conclure l'affaire en un coup de brosse : - "Bon, on va négocier les retards de salaires, vous libérez les véhicules et pour les heures supplémentaires, on verra plus tard."

- Les grévistes : "C'est pas normal, on veut tout, on ne bouge rien, le camion ne bouge pas, les tracteurs ne bougent pas."

Nous prenons la parole pour dire que les patrons doivent payer les jours de grève. Il y a eu grève, non pour des revendications salariales mais pour des salaires impayés. Il faut bouffer, payer

un loyer, etc. etc. S'ils ont fait grève, c'est la faute des patrons. Discussion vive, ils ne sont pas très chauds (c'est pas normal d'être payés sans travailler !). Décision tout de même : "On veut qu'il paye les jours de grève !".

Négociations CGT-employeur-ouvriers. Ils vont percevoir les salaires et avoir les fiches de paye. Rien pour la grève. Rien pour le Marocain. Nous partons dans son taudis pour l'aider à trier ses papiers (Il est logé par l'employeur dans une pièce insalubre d'un mas voisin, sans eau, sans chauffage, table de camping, réchaud. Le mas appartient à l'hôpital de Perpignan !). Nous mettons les papiers sous le nez de la CGT ! Il est à la retraite ! Il croyait qu'il était en maladie, il a des bulletins de salaires 2004 mais maintient n'avoir pas été payé ! Les Portugais confirment. 18 heures, une voiture, quatre mecs descendent dans la nuit avec leurs badges fluo : "Bonjour Messieurs nous sommes la CGT de la mairie d'Elne, nous venons vous soutenir !". Après 8 jours de grève, la bande des 4 cégétistes d'Elne fait semblant de s'intéresser à la grève, propose un soutien de la mairie et demande au Montpelliérain :

- "Et vous Monsieur, qui êtes-vous ?"  
- Réponse de l'intéressé : "Je suis de la CGT agricole de Montpellier".  
Malaise des CGTistes ! ...

Des ouvriers portugais viennent de temps en temps soutenir, ils ont tous travaillé ici, en sont partis écourés. Le Marocain nous explique : eux aussi ils ont été "baptisés"... Aucun autre soutien agricole voisin. Le soutien viendra le lendemain, non sous la forme de la CGT municipale, mais celle du Secours populaire "envoyé par la mairie" : café, huile, sucre, riz au lait à volonté, pâtes, et du couscous ! Le Cégétiste de la MSA a embarqué le Marocain pour photographe son taudis.

**Week-end calme.** Nous passons tous les jours. Après ça s'accélère. Un copain a été reconnu par la CGT comme étant de la CNT-AIT. Le Montpelliérain de la CGT et l'administrateur MSA ont mis leurs badges qu'ils n'avaient pas portés jusque là !... L'argent a été viré, des fiches de paye établies. Rien pour le Marocain. Le CGT-MSA dit que le Marocain a des retards de versement maladie qui lui seront versés par la MSA et que l'employeur ne verse pas beaucoup de cotisations... Mais ça gueule de nouveau, à

l'un il manque 1000 euros, à l'autre 2000. Renégociations CGT-ouvriers-employeur : les heures supplémentaires sont payées sous forme de primes de panier et de trajets (certains habitent sur place...). Nous faisons valoir que les heures supplémentaires qui ne figurent pas sur les bulletins sont autant de moins de déclaré à la MSA et donc comptabilisées en moins pour leur maladie-retraite. La CGT leur dit : "Ça on verra plus tard !...". La télé câblée arrive, demande aux Portugais : "Faites-nous une déclaration".

La réponse des Portugais ne se fait pas attendre :  
"Putain, on parle, on parle et il ne passe rien à la télé ! Qu'est-ce que ça veut dire ?". Le câble repart.

## NÉGOCIATIONS

Les discussions ouvriers-CGT se tenaient en notre présence, le lieu s'éloigne petit à petit durant la journée jusqu'à se tenir dans une pièce (sous prétexte qu'il fait du vent). La CGT commence à nous exclure. Une ouvrière portugaise s'arrête pour engueuler les deux autres, et son mari : elle est partie du mas, elle a assigné l'employeur au tribunal, son mari ne lui avait pas dit qu'ils étaient en grève depuis plus de dix jours ! Elle gueule : "Qui a dit au syndicat de venir ? On ne veut pas de syndicat ! Il n'y a rien à négocier !". Malaise.

Le Marocain reste avec nous et ne veut pas aller au bureau, nous le poussons presque ! La gendarmerie vient faire un tour pour "voir s'il y a des Roumains". Accélération d'allers-retours incessants chez l'employeur qui se tient depuis une semaine et toute la journée à la disposition du délégué CGT. Les cégétistes ne nous adressent plus la parole. Fin de soirée : un ouvrier nous apprend que la CGT a négocié : "Vous avez reçu ça, vous reprenez le travail !". Nous voulons participer à la discussion : refus de la CGT qui tente de fermer la porte de force. Je demande aux grévistes s'ils sont d'accord avec ça : pas de réponse. Le cégétiste gueule :

"C'est moi qui décide !".

On s'en va, ils ont mon téléphone. Le lendemain nous y retournons à deux pour récupérer des outils, ils sont gênés de leur attitude, disent qu'ils se sont aperçus du comportement CGT qui tendait à nous isoler mais ne sont pas plus enthousiastes que ça pour nous voir revenir. Ils disent vouloir continuer la grève jusqu'à ce que tout soit réglé. Pour le Marocain rien n'est réglé. La mairie d'Elne et la MSA disent qu'ils vont s'occuper de lui trouver un appartement.



## ÉPILOGUE

Deux copains retrouvent les ouvriers au Tribunal ! Le Montpelliérain CGT est toujours là ! Et la télé ! Et la radio ! Ils sont venus assister au procès de l'employeur pour l'emploi des Roumains (pour ces derniers, bien entendu, aucune négociation de salaires clandestins, soit un gain patronal de plus de 10 mois de travail par ouvrier). Le cégétiste discute avec l'avocat des Portugais, ils ne paraissent pas d'accord. Aucune information ne filtre, les Portugais sont distants. Dans le hall du tribunal, le délégué régional CGT leur donne rendez-vous au local de la CGT d'Elne pour qu'ils prennent leurs cartes : à tarif réduit compte tenu de la grève et de la proximité de Noël ! ...

A ce jour début janvier, après avoir rencontré des grévistes du Mas Riols il s'avère :

- que tous les grévistes ne travaillent plus au Mas,
- qu'ils n'ont encaissé que le minimum

qui a été négocié, c'est-à-dire :

- que les heures supplémentaires n'ont pas été payées.

- que les congés payés n'ont pas été réglés.

- que l'exploitation refonctionne avec de nouveaux travailleurs, mais maghrébins cette fois (c'est une façon de s'assurer que la transmission de l'histoire de la lutte sera plus difficile, ne serait-ce que pour des raisons linguistiques ... diviser pour mieux régner... NDLR).

- que le vieux Marocain n'a rien touché et vit toujours dans des conditions déplorables dans son taudis malgré les promesses de relogement...

## INTERROGATIONS MINIMALES

A la suite de cette expérience, il nous a semblé important d'établir une liste des questions minimales que devrait se poser tout militant sincère :

- Qui a envoyé la CGT ?

- Pourquoi la CGT de Montpellier et pas celle de Perpignan ?

- Pourquoi l'Union régionale CGT a-t-elle mobilisé un délégué durant plus d'une semaine près de 12 heures par jour, alors qu'aucun des ouvriers n'était syndiqué à la CGT ?

- Pourquoi l'employeur a-t-il négocié avec la CGT ?

- Pourquoi l'Union départementale CGT ne s'est-elle pas manifestée ?

- Comment et pourquoi 4 syndiqués CGT, employés de la mairie d'Elne, venus "soutenir" ne savaient pas que la CGT de Montpellier était déjà sur place ?

- Comment le Groupement d'employeurs (GE) a-t-il fait venir des ouvriers roumains clandestins ?

- Quelles sont la réalité et l'actualité des cotisations patronales du Groupement d'employeurs (G.E.) auprès de la Mutualité sociale agricole (M.S.A) ?

- Comment et pourquoi le G.E dispose-t-il d'une immense propriété appartenant à l'hôpital et, qui plus est, y loge un ouvrier dans des conditions ignobles ?

Cette lutte aurait pu être le début de quelque chose d'exemplaire pour la région... Mais il ne fallait pas que le lait déborde de la casserole...

CNT AIT 9 rue Duchalmeau  
66000 PERPIGNAN

(texte rédigé le 24 janvier 2006) 🐾

# LA VÉRITABLE SCISSION DANS AC !

## [AGIR CONTRE LE CHOMAGE]

**U**ne scission dans AC ! ? Sale impression de déjà vu ailleurs ! Périodiquement, on assiste en effet à des manœuvres de prise de pouvoir dans tel ou tel mouvement. Voici quelques numéros, nous avons évoqué le cas de l'École émancipée. Cette fois-ci, c'est AC ! qui vient d'en faire les frais. Au-delà de la dénonciation de ce qui s'est passé, l'intérêt du texte que nous reprenons de "Courant alternatif", est de soulever deux points qui doivent avancer dans tout le mouvement social : d'une part celui des alliances et de la visibilité (médiatique, politique,...), d'autre part celui de l'organisation interne du mouvement (hiérarchie ou réseau ?). Nous avons abordé dans nos colonnes plusieurs fois ces thèmes. Cet apport extérieur nous semble une contribution importante au débat.

C S

**A**lors que le gouvernement poursuit inlassablement sa politique de stigmatisation des chômeurs et de réduction de leurs droits, le mouvement "AC !" (Agir ensemble contre le chômage) connaît sa première réelle scission, après un peu plus de dix ans d'existence pourtant déjà très tourmentée. Cela s'est passé à l'automne dernier, lors des assises du mouvement, au Mont-Dore, dans le Puy-de-Dôme

Evidemment, la situation n'est toujours pas clarifiée et deux secrétariats différents s'affirment "secrétariat des collectifs". Mais en regardant les choses d'un peu plus près, on se rend compte qu'il y a bien d'un côté un réseau de collectifs réellement existants qui produit des analyses, fait des actions, entretient le site Internet et continue à utiliser les outils historiques de liaison entre les collectifs, comme les listes de diffusion, tout en assurant une permanence nationale ; et de l'autre une poignée d'individus absents du terrain, communiquant avec la presse et ayant créé d'autres listes de diffusion dont l'accès est soumis à cooptation. Mais ce sont ces derniers qui, par leur maîtrise des mécanismes institutionnels, ont pu partir avec la caisse, laissant sans ressources celles et ceux qui continuent à entretenir le réseau. Entre ces deux pôles, il y a un ensemble de collectifs qui ne se sont pas positionnés et qui, de fait, se sont repliés sur leur terrain local. Ces assises ont mis fin à plu-

sieurs mois d'échanges de mails au ton parfois blessant entre différentes conceptions de fonctionnement, notamment sur le rôle du secrétariat : "fonction technique" (rendre compte du courrier qui arrive, assurer le paiement des factures) ou fonction de "porte-parole", de représentation. La dernière charte de fonctionnement du réseau des collectifs AC ! avait clairement tranché pour le premier cas de figure, mais, dans les faits, le permanent du réseau se positionnait dans les médias comme porte-parole et prenait les décisions d'engager la signature d'AC ! tout seul, sans en référer au réseau, toujours au nom de l'efficacité et de l'urgence. Le trésorier, lui, ne prenait même plus la peine d'assister aux coordinations et conservait chez lui la comptabilité et de nombreux dossiers, entretenant ainsi un climat d'opacité et de suspicion.

Mais derrière cet antagonisme à propos du fonctionnement d'une organisation, il y a deux conceptions radicalement différentes de l'organisation. L'une est horizontale ; elle tient compte de la multiplicité des points de vue ; les prises de décision, les positions communes y sont soumises à débat. L'autre est verticale ; elle appuie sa légitimité sur la représentation ; au nom de l'urgence et de l'efficacité, les décisions y sont prises par un petit cercle restreint (voire une personne) et ne sont pas soumises à débat. C'est sur

cette question que s'est structuré l'antagonisme qui a abouti à la scission.

## "UN ÉLOIGNEMENT PROVISOIRE"

En septembre dernier, les partisans du "centralisme démocratique" ont lancé l'offensive par un texte initié par l'un d'entre eux puis signé par quelques autres. On peut y voir se profiler le putsch. En effet, ce texte propose d'entrée de jeu un vote lors des assises. Or cette procédure est exceptionnelle puisque, historiquement, c'était le consensus qui avait cours dans le mouvement. Dans un deuxième temps, le texte propose d'exclure des militants, avec l'emploi d'une "novlangue" qui fait assez froid dans le dos : "un éloignement provisoire et nécessaire à la clarification, à la reprise d'activités politiques réellement constructives". Il affirme ensuite la nécessité de nettoyer le local d'AC ! de celles et ceux qui l'occupent indûment, en l'occurrence le collectif AC ! Air libre, qu'il ne nomme pas explicitement mais tout le monde peut le reconnaître. L'auteur de ce texte exprime ensuite sa souffrance de ne plus pouvoir assumer de porter fièrement son badge AC ! à cause de la manière d'agir du même collectif (toujours pas nommé). Et c'est sans doute là qu'apparaissent vraiment les choses les plus importantes de ce texte pour situer des enjeux futurs : "Nos relations avec les partenaires et alliés politiques avec qui nous avions coutume d'agir - sur nos positions- sont devenues exécrables. A la fin d'une manifestation (pour les victimes d'incendies dans les immeubles insalubres), un affrontement physique fut évité de justesse avec les membres d'un parti politique - par ailleurs fort critiquable... Ce type de comportement ajoute à notre discrédit déjà grand."

Le parti en question, ce sont les Verts, mouillés en tant qu'élus dans la gestion de l'urbanisme et de l'habitat parisien et attaqués en tant que tels par les militants d'AC ! Air libre, également investis dans un comité des mal-logés en colère.

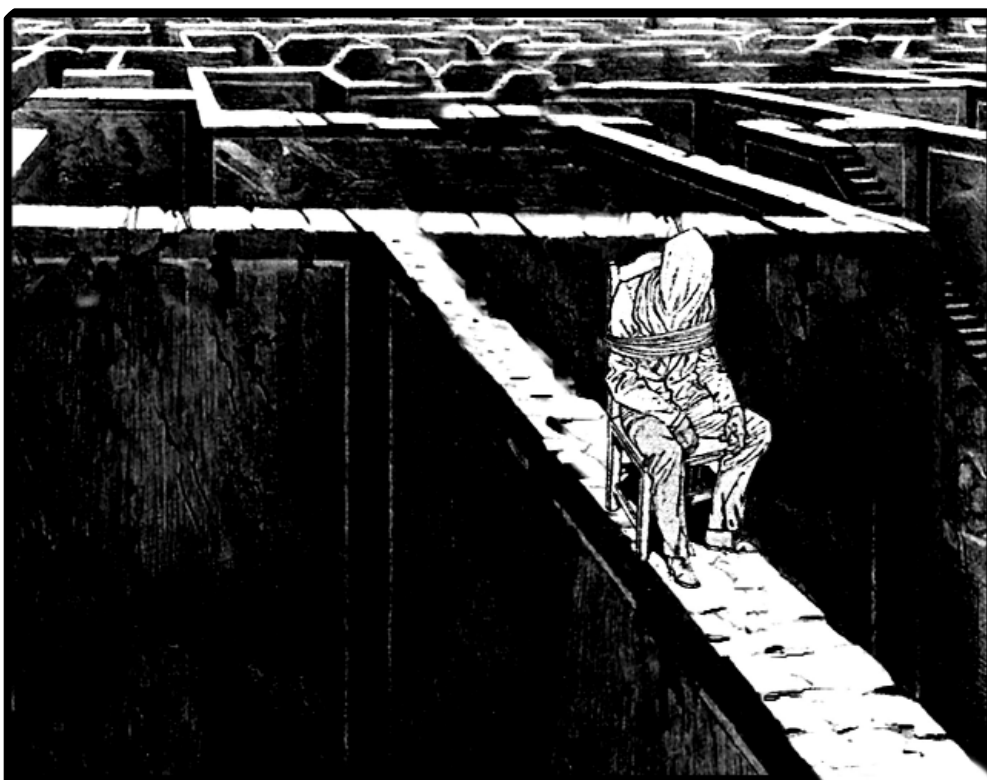
On peut poser l'hypothèse, à

partir de ce morceau de texte, que la pratique autonome de certains collectifs AC ! gêne les recompositions en cours à la gauche de la gauche, dans la perspective de l'élection présidentielle de 2007. Ensuite, ce texte propose un "retour aux fondamentaux" d'AC ! : la réduction du temps de travail à 32 heures et le droit au revenu, pensé comme réponse à l'urgence mais aussi comme redéfinition de la question du travail. Et celles et ceux n'entrant pas dans ce cadre revendicatif se voient traités de "handicapés sociaux", de "bras cassés radicaux" et de "lumpenprolétariat". Au moins, la conception autoritaire de l'organisation est explicite. Et d'ailleurs, le texte abat ses cartes dans ce sens-là : le secrétariat doit rester dans la capitale. Pourquoi ? "Pour des raisons évidentes". L'équipe ainsi reconstituée doit pouvoir fonctionner avec efficacité. Premier acte à accomplir : assurer la réconciliation avec les associations, syndicats et partis politiques que toutes les pratiques irresponsables ont éloignés du mouvement.

Ce texte a été signé ensuite par une quinzaine de personnes et a servi de base au putsch, ce qui était sans doute sa fonction réelle, puisque ce n'est pas sa qualité théorique qui en fait l'intérêt.

## L'AUTONOMIE DES LUTTES

Bien que très médiocre, ce texte a provoqué un débat intéressant qui aurait pu permettre de dépasser cette situation, si la volonté de débattre avait été partagée. Ainsi, une militante d'AC ! 93-Est produit un texte où elle exprime sa conception du fonctionnement d'AC ! : "(...) AC ! doit continuer à être un réseau de collectifs qui, grâce à ses luttes spécifiques, selon son lieu, ses moyens et sa réalité du terrain porte les paroles, les revendications des précaires. Plus les luttes se multiplieront, plus tôt nous entrerons dans un rapport de forces conséquent car l'autonomie des luttes n'est pas opposable à l'émergence d'une lutte de classe avec ses propres revendications." Et elle ajoute : "Pour ceux qui souhaitent entamer un divorce ou une scission présentant certains militants comme les "méchants pauvres" qui ne comprennent rien à la politique, je pose la question suivante : pourquoi présenter les actions menées par Air libre comme des actions contre-productives, alors qu'elles ont initié des volontés chez des personnes désabusées et des créations de collectifs ? Les tracts, les discours d'Air libre ont amené une nouvelle génération de militants qui ne





croient pas aux orgas classiques et qui n'ont pas envie d'être récupérés. Qu'est-il proposé à l'inverse ? Des relations plus que douteuses avec certaines orgas (Copernic, syndicats, Verts), une signature commune sur un appel à manif, comme si lutter se résumait à faire des alliances de circonstance. A mon avis nos luttes sont ailleurs, là où les institutions travaillent à la radiation des chômeurs en les présentant comme les responsables d'un chômage endémique, partout où l'on fait de nous les coupables idéaux, que l'on soit salarié, RMiste, chômeur, Français de souche ou immigré. J'ai puisé dans le réseau des collectifs (...) et dans Air libre un potentiel riche dans ses expériences de lutte mais aussi dans sa diversité, où des individus par affinité et pour des objectifs communs se regroupent, se solidarisent 'pour ne plus courber l'échine sous les coups reçus'. Cette diversité qui est une puissance, une richesse, ne doit pas se transformer en organisation pyramidale avec des têtes pensantes qui sauraient mieux que d'autres ce qu'il faut faire ou ne pas faire."

Ces deux textes expriment bien les termes du débat. Or celui-ci n'a pu avoir lieu parce que les partisans du "centralisme démocratique" n'avaient pas l'intention de débattre mais d'imposer leur position.

Les assises du réseau des collectifs AC ! ont donc eu lieu les 15 et 16 octobre dernier. Anne, qui était à ces assises, raconte : "Certaines personnes présentes étaient des "revenants" dans le sens où cela faisait plus de cinq ans qu'on ne les avait pas vues, ou alors elles étaient inconnues, pour certaines d'entre elles."

Le fond des discussions a porté essentiellement sur trois points : la question du secrétariat national (son rôle et qui fait quoi, la question de l'emploi aidé), le fonctionnement interne en réseau (notamment comment et dans quel temps les décisions sont prises), les relations (avec qui et comment on travaille) avec d'autres organisations, et en annexe la question du local national (qui sert de lieu de permanences à la fois pour le national et pour des collectifs locaux) rue Mathis, à Paris.

## SURENCHÈRE VERBALE

Le soir vers 11 heures, rien n'était réglé. Déjà, depuis la fin de l'après-midi, certains faisaient pression pour qu'il soit procédé à un vote. Il n'était pas question pour eux qu'il y ait un débat sur le fait de voter, alors que cette pratique est quelque chose d'exceptionnel dans le fonctionnement d'AC !

Le lendemain, les débats ont repris en



plénière sur la question du secrétariat. Certains ont proposé des positions de consensus. Tout de suite ça a été la surenchère verbale. "On arrête les tours de parole, ça suffit, on passe au vote. Ceux qui ne veulent pas voter n'ont qu'à rester dans cette salle, les autres vont dans celle d'à côté." On s'est retrouvé dans une situation de coupure. Les collectifs qui voulaient voter, ceux qui voulaient le consensus, et d'autres, déboussolés et non mandatés pour voter qui restaient un peu pour écouter et finissaient par partir, écœurés.

Parmi les "votants", on avait les "sincères" qui pensaient qu'il fallait en finir et trancher, et les autres qui ont magouillé clairement. La confiance a ainsi été votée au salarié, et la défiance au président des Amis d'AC ! (Association "couverture" pour les finances du réseau). Un secrétariat a été élu sans que l'on sache quelles tâches il devait effectuer. Un nouveau

bureau des Amis d'AC ! a été élu alors que son renouvellement ne figurait pas à l'ordre du jour des assises.

Les collectifs qui n'ont pas voulu rentrer dans ce jeu ont continué, de leur côté, les assises en faisant le compte rendu des ateliers du samedi matin et en discutant de ce qui venait de se passer, comment continuer, et avec qui. Un texte collectif a été écrit, ensemble, à valider sous huit jours par les collectifs le souhaitant. Une campagne d'action pour le mois de novembre a été alors décidée autour de deux points : le contrôle social et la question du revenu (Unedic). Les bases d'un quatre-pages ont été jetées. C'est un huit-pages qui sera réalisé quinze jours après.

Il y a toujours eu des tensions très vives dans AC ! Alors, pourquoi ce coup-ci cette situation a-t-elle débouché sur une scission ? Peut-être en premier lieu parce que des personnes, des collectifs n'ont plus accepté qu'il y ait de fait une direction occulte. En effet, pendant longtemps, le fonctionnement au consensus a permis une situation assez trouble. Les collectifs étaient autonomes et très hétérogènes. Les assises prenaient très peu de décisions, laissant le champ libre à des "porte-paroles" qui faisaient un peu ce qu'ils voulaient selon la règle du "cause toujours". C'est pour éviter cela aussi que la fonction de porte-paroles avait finalement été supprimée. Mais comme il y avait des pratiques bien ancrées, cette fonction s'était reconstituée de fait à partir de certains permanents.

## SE SENTIR INVESTI D'UN POUVOIR DE DÉCISION

Pourtant là aussi, avec la décision de recourir à des emplois aidés, il s'agissait de procurer du revenu à des camarades qui n'y avaient pas droit. Ces emplois devaient tourner. Mais le problème, c'est que toutes les personnes présentes aux assises qui ont décidé ces créations de poste n'ont pas compris la même chose. La question des permanents a commencé très vite à empoisonner les rapports au sein d'AC !. Le permanent recruté pour une tâche essentiellement technique, la gestion du site web, s'en est tenu à sa tâche, et son travail a fait consensus d'autant qu'il était visible à travers le site web. Il n'en a pas été de même avec les autres permanents. L'un d'entre eux, vivant à Paris, a de fait été

identifié par les médias et les institutions comme le porte-parole d'AC ! A partir de là, il s'est senti investi du pouvoir de décision, tout en ne rendant plus compte de ce qu'il faisait. C'est un problème classique que rencontre toute association ayant recours à des permanents. Et quand d'autres militants ont mis leur nez dans ce qui était fait au nom d'AC !, ils sont allés de surprise en surprise. Ainsi, le 16 août dernier, des militants d'AC ! Air libre découvrent que le permanent parisien est membre du "Comité d'animation du site web de la Lettre de l'insertion par l'activité économique" et qu'AC ! figure dans la liste des "acteurs et opérateurs nationaux de l'insertion". Réactions immédiates de militant(e)s : "Nous ne comprenons pas ce que fait AC ! avec tous ces organismes, dont le but est le retour à l'emploi forcé des chômeurs et des RMistes, le flicage, les petits boulots de merde... Plusieurs de ces organisations esclavagistes ont été occupées par AC ! Air libre, en réaction à la politique d'insertion au niveau national et à celle de la Ville de Paris en particulier." Quand on sait en plus que les Verts sont mouillés dans tous ces systèmes qui relèvent de ce qu'on appelle l'économie solidaire...

Autre pomme de discorde : le Forum des luttes sociales (FLS). "Le FLS, écrit une militante d'Alençon, est un état-major à la mexicaine (beaucoup de généraux, fort peu de troupes) censé représenter quelques organisations (SUD, Droits devant, DAL, Confédération paysanne, etc.) et lancer des mobilisations communes. Il n'a jamais rien lancé, mais il permet à quelques personnes de jouer aux chefs et de se donner l'illusion d'écrire l'Histoire. C'est aussi un des lieux du 'mouvement social' d'où doit surgir une 'gauche de la gauche recomposée' pour les élections de 2007. Le 9 avril, constatant que, sur le terrain, les militants des organisations censées appartenir au FLS ne sont pas informés de leur initiative, les deux marches (Montluçon et Sud-Ouest) estiment nécessaire de publier un communiqué de presse précisant que 'Nos marches sont organisées en toute autonomie, par les précaires eux-mêmes' et qu'elles 'ne sont nul-

lement organisées ou chapeautées par le FLS'. Ce qui n'empêche pas le FLS d'organiser deux jours plus tard une conférence de presse pour revendiquer l'organisation de ces marches, ni M. (le permanent d'AC !, NDLR) de jeter à la presse cette pensée profonde : 'Ça fait longtemps que les mouvements sociaux ont repéré ce qu'on appelle aujourd'hui le 'malaise social', et nos marches sont aussi une manière d'agir et de se mobiliser ensemble à partir du local''. La même militante pointe d'autres problèmes de démocratie : signature d'un appel de la fondation Copernic "pour un Grenelle de l'UNEDIC" ; signature avec les associations de chômeurs d'une lettre gagnarde adressée aux confédérations syndicales siégeant à l'UNEDIC ; signature d'un texte au côté des Verts du 13e arrondissement dénonçant la politique du logement de la droite après l'incendie d'un troisième immeuble, le 30 août, alors que deux des immeubles déjà incendiés étaient gérés par les Verts par le biais de la SIEMP. Ce tract ne met à aucun moment en cause la politique immobilière de la Ville de Paris. D'où les incidents entre des militants d'AC ! à la manifestation qui a suivi.

Mais ce qui a sans doute été inacceptable pour les putschistes, c'est le refus par les assises d'AC ! d'appeler à voter "non" au référendum, au printemps dernier. Là, ils ont senti qu'ils ne contrôlaient plus l'expression politique d'AC ! Or l'enjeu était de taille, à savoir la recomposition en cours d'une force politique à la gauche du PS, avec comme pilier important la Fondation Copernic et ce qui allait devenir les Comités du 29 mai. On retrouve dans cette opération des membres fondateurs d'AC ! comme Claire Villiers, Claude Debons ou Michel Husson. Alors que la décision des assises avait été prise sans ambiguïté, on avait vu le permanent d'AC !, membre de la Fondation Copernic, revenir à la charge en proposant de signer un texte commun avec l'APEIS et appelant à voter "non" ! Et comme ces gens-là estiment être les représentants du "mouvement social", ils ont bien besoin d'avoir un mouvement de lutte contre le chômage à sortir de leur chapeau quand ils vou-

dront propulser leur candidat sur la scène électorale pour la prochaine élection présidentielle.

Christophe (Limoges)  
Article de "Courant Alternatif" 🦊



## VITE DIT

Que pense vraiment la CGT (et les autres syndicats) des privatisations ? Voici une anecdote qui, plus que tous les discours, permet de le savoir : "Patrick s'est planté devant le secrétaire général de la CGT et lui a lancé tout de go, sur un ton accusateur : "Il y a des militants opposés à l'ouverture du capital de Gaz de France qui ont pris des actions." L'interpellation cueille Bernard Thibault à froid, lundi 26 septembre, au milieu des salariés du centre EDF-GDF de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Il hésite, avant d'improviser une réponse. "Compte tenu du pouvoir d'achat, dit-il, comment prendre la responsabilité de dire à un salarié de ne pas profiter d'un système d'acquisition d'actions qui lui permette de boucler sa fin de mois." Et puis être contre la privatisation et acheter des actions, "ce n'est pas incompatible". (Le Monde, 18 nov 05)

"La Fée Electricité". C'est "le plus grand tableau du monde", au moins en taille (600 m de large sur 10 de haut). Quand Raoul Dufy l'a peint, pour la Compagnie parisienne d'électricité, les 250 panneaux de contreplaqués ont été joints en une seule fresque (racontant l'histoire de l'électricité de Zeus au cinéma et aux lumières de la ville) et floqués à l'amiante dès leur installation à l'Exposition universelle de 1937, afin de les rendre moins combustibles - pratique alors à la pointe du progrès. "La Fée" vient d'être désamiantée, à un tarif vraiment féérique : 800.000 (OUI, huit cent mille !) euros, ce qui fait quand même un peu cher le mètre carré. 🦊

# RETRIBUTION AU MERITE

Afin d'encourager à la servitude les plus talentueux lécheurs de bottes, les mieux dotés des champions en arrivisme, il est de bon ton aujourd'hui -chez les justiciers d'élite sarkozyste qui peuplent les cercles bien pensants du Medef et de quelques syndicats, qui bien que dits de travailleurs, épousent la même "philosophie" d'arrière-boutique usuraire- de vanter les mérites... de la rétribution au mérite. Cette drogue idéologique n'est pas nouvelle. Il y a longtemps qu'elle traîne dans le coffre à moisissures des plus nauséabondes morales religieuses. Elle est l'une des bases culturelles du dressage à la soumission.

Un vieil adage décrit la plus sûre, la plus économique, la meilleure technique de domination sociale : diviser pour régner. Voilà désignée la tâche principale que se doivent d'assurer les oligarchies qui aspirent à perdurer. C'est pourquoi inculquer l'esprit de compétition aux foules opprimées est l'objet de tant de soins. Dressant les individus les uns contre les autres, l'établissement de règles de compétition revient à mettre sur pied un état de guerre, à tout le moins larvée, dont le but n'est autre que celui de créer une situation anti-égalitaire, les vainqueurs étant récompensés par un droit d'entrée dans le cercle étroit des élites, ouvrant l'accession au prestige et aux diverses rentes pouvant s'y attacher. C'est ainsi qu'émergent les cadres de la longue chaîne hiérarchique qui permet de maintenir dans les fossés de la misère et des frustrations les foules déposés.

Le seul terme de rétribution porte déjà en lui un profond mépris du phénomène d'humanisation qui, sans les penchants de l'espèce à la coopération, n'aurait jamais pu se produire. Le salaire opère une amputation de l'individu. Il le détourne du plaisir direct à vivre le plaisir des jeux du travail libre pour lui substituer la médiation de l'argent-survie. Ce plaisir on peut le constater chez les jeunes enfants que la notion de récompense n'a pas encore éloignés du

plaisir de faire. L'exploitation du travail, dont le salariat reste la forme historique la plus moderne, transforme le jeu créatif en corvée, chassant le plaisir pour faire place à la contrainte.

La rétribution au mérite, que les chantres du Darwinisme social présentent comme un outil de justice et de progrès, est un frein au développement de la conscience, un élément obscurantiste et donc régressif. En isolant l'individu de ses semblables pour lui attribuer tout le mérite de son savoir et de son action, le concept de rétribution au mérite nie ce que chacun doit aux autres, aux contemporains comme à ceux qui nous ont précédés. Le mensonge libéral est à l'œuvre, masquant les processus de constitution et de développement de l'humanité. Le langage, sans lequel nous serions encore dans l'animalité la plus totale, n'aurait absolument pas pu être le fruit de la concurrence. C'est de la coopération qu'il est issu, c'est dans l'échange qu'il a pu s'affiner. L'idéologie de la concurrence masque le jeu des relations dialectiques qui unissent l'individu humain et le corps social. Il y a réciprocité entre la force et la santé de l'individu et celles de la société. L'individu et le groupe sont réciproquement influencés, protégés. Sans un minimum d'entraide, aucun ensemble humain ne saurait subsister. C'est cette entraide, naturelle entre la plupart de ses membres, qui permet que reste debout une société constamment déchirée par l'agressivité que produit l'échange marchand, la seule loi objective des mouvements de valeurs du marché étant toujours de produire des gagnants d'un côté et des perdants de l'autre.

Les interactions sont si imbriquées les unes dans les autres, d'une génération à l'autre même, qu'il est aussi impossible d'établir une grille des mérites dans la production des biens que de fixer un prix juste pour des objets produits. On sait que l'activité économique est régie par les mouvements spéculatifs que détermine l'appât du gain. C'est une foutaise inventée

par les nantis à l'usage des dépossédés que de prétendre y déceler la moindre once de justice.

Adoptées et défendues par les maquignons syndicaux, les grilles des salaires qui établissent un éventail très hiérarchisé des rémunérations sont un élément de division entre tous ceux qui triment quand ils ont un emploi ou qui galèrent quand ils n'en ont pas. Ces grilles reposent depuis leur origine sur les prétendus mérites de chaque catégorie de travailleurs. Cela donne à voir la profondeur de l'observation et l'ampleur des réformes envisagées par ceux qui tout-à-coup se mettent à prôner la rémunération au mérite. Cela donne à voir la même chose du côté de ceux qui ne s'insurgent contre le bâton-carotte que lorsqu'il est nommé comme tel, mais qui s'accommodent de la violence qu'ils doivent se faire chaque matin parce qu'ils espèrent se hisser de leurs petites pattes vers le haut de la grille. Il est chaque jour plus clair qu'il n'est dans ce monde d'avenir possible ni individuellement ni collectivement pour ceux qui pensent que sans dignité il n'est pas de vie humaine qui vaille.

Les jeunes incendiaires de voitures qui se sont manifestés ces derniers temps et se manifesteront tant que perdureront, avec le monde marchand, l'injustice et l'indignité, n'ont peut être pas raison de faire ce qu'ils font mais ils ont mille et une raisons de le faire. C'est la manière qu'ils ont trouvée pour l'instant de lancer un cri d'alarme aux humains. Il appartient à tous ceux qui condamnent ce monde de se mettre en mouvement. Si les religieux de toutes confessions ont le vent en poupe, c'est en grande partie parce que les révolutionnaires de conviction profonde ou se rêvant comme tels, donnent un peu trop et depuis trop longtemps dans le nombrilisme des chapelles au lieu de se mêler au monde pour y chercher les moyens de changer la vie.

Michel Garonne  
Article du Bulletin d'information  
2ème UR CNT, n°91

# UNE MANIPULATION GROSSE

# COMME UN VIADUC !

## RETOUR SUR UNE OCCUPATION

Millau est une des villes où le mouvement lycéen a été particulièrement fort en 2005. Cette force, il la devait à son auto-organisation et à sa détermination, loin des syndicats et partis ou groupes politiques.

Le 28 mars, une opération "péage gratuit" était organisée sur le viaduc de Millau. Alléchés par l'odeur des caméras de télévision, on vit se pointer à la manif le ban et l'arrière ban des politicards de l'Aveyron qui, jusque là, avait été plutôt discrets sur le mouvement lycéen (qui n'en voulait pas de toutes façons...).

A la suite de cette opération bon enfant, quatorze personnes furent assignées devant la justice par Eiffage, la société d'exploitation du viaduc. Déjà, il était étonnant de remarquer que, parmi les personnes assignées, la plupart n'avait aucune relation avec les actions lycéennes.

Un comité de soutien unitaire se créait, pour organiser la défense. Mais très rapidement, des divergences de fond apparaissaient sur les objectifs et le fonctionnement du collectif. Si, pour les lycéens et les parents impliqués, le collectif devait se situer dans le prolongement de la lutte et donc garantir son auto-organisation, pour d'autres personnes, venues d'organisations politiques, le comité n'était qu'un instrument. Un membre du PS finit d'ailleurs par cracher le morceau : il fallait préparer les prochaines élections municipales, et le collectif était un dispositif dans cette stratégie...

## DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Des plaintes ayant été déposées, isolément, contre des individus, le collectif travaillait à organiser une défense collective lorsque, ce 15 décembre, les participants du comité apprirent incidemment que "certains" assignés (en fait, le PC) avaient trouvé un accord avec Eiffage, sans en référer aux autres. Cette décision fut prise sans discussion avec le comité de soutien, sans même en avertir le bureau.

Le texte de l'accord signé comportait les excuses des assignés adressées à Eiffage pour la gêne occasionnée, ainsi que leur engagement à co-organiser (avec l'entreprise !) des actions pédagogiques autour du viaduc ! Bref, pas seulement un acte de rédition, mais un vrai pacte de collaboration.

Une pression psychologique fut alors portée sur les assignés rebelles pour qu'ils signent à leur tour le texte et surtout pour qu'ils ne se rendent pas à la manif prévue le lendemain même sur le viaduc. Car, comme par hasard, ce compromis a été trouvé la veille d'une manifestation où l'image publique d'Eiffage allait encore faire la une des journaux, et pas dans le sens de la "Direction de la communication" du bétonneur. Grâce à cet accord, signé bien opportunément pour l'entreprise, non seulement la division mais encore le dégoût étaient jetés dans les rangs de ceux qui restaient mobilisés. Rien de mieux pour saboter une lutte que de saper le moral des combattants... surtout quand le poison vient de l'intérieur... c'est comme ça qu'on s'assure

ensuite des années de tranquillité.

Les lycéens ont fait l'amère expérience qu'il est impossible d'organiser une action collective avec les partis politiques, puisque de toutes façons, ils ne se sentent liés par aucune décision prise collectivement et que seuls comptent les ordres qui émanent de leur propre organisation.

Cette histoire n'est finalement pas exceptionnelle. En cette année où sera célébré le centenaire de la "Charte d'Amiens" établissant la soi-disant "indépendance syndicale" (une des plus grandes escroqueries morales auxquelles a été confronté le mouvement ouvrier), nous voyons bien que les partis politiques, loin de respecter quelque indépendance que ce soit, ne poursuivent toujours que leurs propres objectifs, qui visent toujours à conquérir un pouvoir. Et, si pour cela ils doivent passer sur le corps des comités, collectifs ou syndicats, même quand ils y sont associés, ils n'hésitent pas une seconde. Ils ont tous le mot "unité" à la bouche, mais n'ont que leurs petits intérêts partisans en tête. Pour eux, syndicats, collectifs, comités ne sont que des courroies de transmission pour imposer leur propre stratégie.

Pour éviter les interférences avec les parasites politicards, le mouvement social doit se développer en totale indépendance de ce milieu et refuser toute alliance, quelle qu'elle soit, avec tout parti politique comme avec tous les satellites de ces partis car les uns et les autres sont toujours des germes de division.

Brebis galeuse ✎

## STRASBOURG : RAFLE D'ENFANTS

**N**ous dénonçons avec la plus grande vigueur les arrestations de 7 enfants (âgés de 13 et 14 ans) scolarisées au collège Truffaut de Haute-pierre (Académie de Stasbourg) suite au rassemblement d'environ 200 collégiens, pour protester contre la rupture du contrat de travail d'un assistant d'éducation à la veille des vacances de Noël et présenter diverses revendications relatives au fonctionnement de l'établissement. Nous nous étonnons du fait que, lors de ce rassemblement dont plusieurs d'entre nous ont été les témoins, les enseignants et personnels d'encadrement du collège Truffaut se soient totalement enfermés dans l'établissement, se refusant de fait à toute prise de contact directe avec les élèves dont nous avons pourtant pu constater l'envie et le besoin de s'exprimer. Il est indéniable que le mépris affiché devant ce mouvement par la direction de l'établissement est l'une des causes des incidents qui ont l'émaillé. Seuls quelques parents d'élèves sont venus discuter avec les collégiens. Nous dénonçons la répression policière qui a suivi ces incidents et les arrestations, à la suite de contrôles d'identité de la Brigade anticriminalité (BAC), de plusieurs collégiens au moment même où le rassemblement se dispersait dans le calme, puis les arrestations survenues au lendemain de ce rassemblement. Des enfants de 13 ans ont passé au moins 48h en garde à vue. La violence de cette répression apparaît totalement disproportionnée par rapport aux incidents dont nous avons été les témoins, incidents limités à des bris de glace, des accrochages verbaux réciproques entre des collégiens et le CPE du collège et une voiture que des adultes présents en soutien du rassemblement ont empêché d'être renversée. Nous dénonçons de façon plus générale (...) :

- le traitement réservé aux enfants des quartiers populaires dont ces événements sont l'illustration dramatique,
- l'action de forces de l'ordre aux méthodes brutales à l'égard de mineurs en l'occurrence âgés de moins de 16 ans,
- le glissement répressif voire policier des méthodes d'encadrement de certains collèges ZEP.

Nous dénonçons l'absence totale de contextualisation des actes de colère de certains enfants à l'égard de l'institution scolaire dans les quartiers populaires. Cette colère a en effet une histoire et des fondements qui se situent en grande partie dans la relation que l'institution scolaire a établi avec eux et la violence symbolique qu'elle distille au quotidien. Dans notre société, l'échec et la mise à l'écart quasi-totale de l'école (exclusions) ne signifie rien d'autre qu'une mise à mort sociale. La réalité, c'est que dans ces quartiers, de telles situations sont loin d'être exceptionnelles pour se constituer plutôt comme une composante de la condition sociale des enfants issus des catégories les plus défavorisées de la société française. On ne pourra faire constamment abstraction de cette réalité en se cantonnant à une posture moralisatrice déconnectée des contextes sociaux et institutionnels à l'origine des vagues de colère et de révoltes qui touchent régulièrement les enfants des quartiers populaires. On ne pourra constamment se contenter de criminaliser la protestation sociale qui émane de ces quartiers au lieu de l'entendre et d'en traiter les causes. Comme nous avons dénoncé le fait que les voitures brûlées de Clichy-sous-Bois aient plus émus les autorités que la mort de deux adolescents, nous dénonçons finalement cet état des choses consistant à considérer que les vitres cassées du collège Truffaut soient plus graves que les destins brisés par l'échec scolaire et la répression policière érigée au rang de politique sociale.

Comité de soutien  
aux jeunes de Haute-pierre ✊

## SCÈNES DE LA VIE QUOTIDIENNE DANS UN LYCÉE DE CAMPAGNE.

J'e suis surveillant dans un lycée de la Région et j'ai pu constater quelques faits qui me semblent intéressants sur l'application des "principes républicains" dans l'éducation nationale.

### 1- La LAÏCITÉ : RAMADAN OBLIGATOIRE POUR LES "ÉLÈVES MUSULMANS".

J'ai été surpris de constater que lors du ramadan, le lycée retirait aux "élèves

musulmans" la carte de self afin que ceux-ci ne puissent pas y prendre leurs repas. Le but affiché de cette manœuvre est de ne pas facturer aux familles un repas non consommé. C'est certes louable, mais il serait plus simple de vérifier sur les relevés si l'élève a ou non mangé (tout est informatisé, ce contrôle est faisable automatiquement). L'administration ne veut pas car "la carte pourra être prêtée à un autre élève !". L'administration laïque du lycée impose donc indirectement mais très efficacement l'application d'un culte, et empêche en fait un élève d'y déroger au cas où il changerait d'avis. Ne parlons même pas de ceux qui ne voudraient pas suivre le ramadan contrairement au vœu de leur famille. Pour eux, ni laïcité ni liberté de conscience. La carte est gardée à l'intendance et n'est rendue qu'à la fin du ramadan. Les parents peuvent ainsi contrôler la pratique religieuse de leur adolescent, ils n'ont qu'à regarder leur facture de self !

### 2) L'ÉGALITÉ : SANCTION POUR LES PAUVRES, SIMPLE ACHAT POUR LES RICHES.

Ce lycée possède un point de son règlement intérieur particulièrement choquant : chaque oubli de carte de self est sanctionné d'une heure de retenue si le repas est pris. Pour éviter la sanction (excessive), l'élève peut soit racheter une carte de self (5 euros), soit acheter un ticket repas (2,5 euros). On voit ici l'injustice du système : un élève aisé, qui peut s'acheter une carte tous les jours s'il le veut, ne sera pas sanctionné, un élève pauvre le sera. Quand j'ai soulevé cette inégalité flagrante auprès du proviseur, celui-ci m'a répondu que le monde était injuste et qu'il fallait que les élèves s'y habituent.

### 3. LA TOLÉRANCE : PAS POUR LES NOIRS.

Un élève a dernièrement été exclu de l'établissement. Un surveillant, ne connaissant pas cet élève, en a laissé passer un autre au self avec la carte de l'élève exclu. Convoqué par le proviseur, mon collègue s'est entendu dire que c'était une faute lourde, que ce passage de carte pouvait "servir d'alibi (à l'élève exclu) si celui-ci commettait au moment du passage un casse à l'extérieur" (!!!). Mon collègue a alors répondu qu'il ne connaissait pas l'élève exclu, qu'il n'en avait jamais entendu parler. Le proviseur le lui a décrit ainsi : "Si, vous le connaissez, il est noir." sans plus de précision. Ici aussi, il suffit d'être noir...

Un pion ✊

# ÉDUCATION ET CONDITIONNEMENT

Le modèle de la société marchande, capitaliste, a accompli ce tour de force qui consiste, c'est là le propre de l'idéologie, à s'insinuer si profondément dans les mentalités que celle-ci est allée jusqu'à faire désirer à l'individu lui-même, comme condition sine qua non de son intégration, son propre assujettissement, sa propre aliénation. La société dans laquelle nous vivons quotidiennement est dans son essence, son principe même, de part en part moralisante - société de contrôle, de surveillance et de punition - et cela non pas seulement parce qu'elle imposerait en permanence, de l'extérieur, une idéologie que les individus subiraient et accepteraient par la force de la contrainte, mais bel et bien parce que nous sommes dès notre entrée dans la vie sociale formés, travaillés, structurés de l'intérieur par un seul et même modèle, dans le seul et unique cadre de la normalité instituée.

Une telle société moralisante ne peut que se durcir toujours plus. Le commandement est : aucune existence, aucune vie possibles, en dehors d'un tel cadre ; chacun doit se tuer au travail, consommer, subir les innombrables humiliations de la vie quotidienne, désirer même la pauvreté d'une telle vie, tout cela dans la docilité la plus totale. Ce rapport de soumission à l'autorité est le modèle que l'ensemble des structures sociales, à tous les échelons (de la famille à l'entreprise en passant par l'école) tendent à insuffler toujours plus profondément dans les esprits. Un tel rapport est le modèle que chacun d'entre nous est invité et habitué dès le départ à accepter et à reproduire dans chacun de ses rapports sociaux.

Il nous faut aujourd'hui plus que jamais travailler à une société qui prenne comme principe, non pas les cadres qu'exige par avance l'ensemble des structures économique-politiques, mais bien les possibilités propres, libres, des individus eux-mêmes. Il nous faut commencer par bien prendre en vue que le renversement du mode de vie et la réinvention des rapports sociaux sont toujours possibles : la critique, dans une telle perspective, doit toujours se porter au niveau de la liberté, de l'espace de jeu, de l'ouverture qui toujours subsistent, de manière irréductible, dans les rapports vivants d'individu à individu. C'est à partir de la capacité que nous avons toujours de redécouvrir et recréer le caractère libre et vivant que recèlent toujours ces rapports, que nous pourrions démonter et surmonter le processus par lequel, dès l'enfance, au niveau le plus profond, le plus intime, de notre vie émotionnelle, les valeurs et les cadres moraux du capitalisme sont d'emblée intériorisés.

Dès les premiers contacts de l'enfant avec les exigences sociales et familiales, s'imposent en effet déjà pour lui, dans l'angoisse, la conscience et le sentiment de la faute ; l'erreur la plus naturelle (faute d'orthographe par exemple), comme le plus petit rejet de la normalité ou de la conformité, le plus petit écart, se transforment d'emblée en faute morale. Par là également, avec la peur de la sanction qu'implique une telle faute morale, se joue l'apprentissage de l'autorité. Avec la peur constante d'une telle sanction, peur, sans cesse, de l'autorité qu'incarne l'enseignant, l'existence de l'enfant, comme la nôtre devant n'importe quel patron, s'enlise dans une relation qui se trouve complètement privée de sa vie propre ; l'individu d'une manière générale n'a plus de parole, que ce soit l'enfant dont on exige qu'il ne réponde pas, ou l'employé licencié, réduit au rang de simple jouet de la machine bureaucratique. Les rapports sociaux sont d'emblée pervertis par le poids que font toujours peser sur eux les impératifs moraux. La liberté se dérobe avec le dérobement de la parole. L'individu, alors, ne peut que se sentir avili, et ne peut reconquérir son sentiment de dignité que dans l'obéissance. Soumis à l'autorité, il n'est plus un être parlant, doté et porteur d'une parole propre, ni non plus écouté en tant que tel, mais jugé et manipulé, fautif et coupable. Plus la société et les relations humaines sont rigides et dominatrices, plus elles précipitent l'individu dans l'angoisse et la culpabilité. L'exigence de conformité (quel qu'en soit le canal : autorité, séduction, chantage), tue l'individu dans ce qui fait sa seule valeur, celle de sa propre subjectivité. L'essentiel de ce qui fait le sens de toute vie sociale s'aliène dans la disci-

pline, les résultats, la compétition. La vie affective dressée par ces exigences perd sa propre orientation et s'écarte d'elle-même jusqu'à l'absurde. C'est le règne du non-sens qui prévaut, celui d'une machine sociale qui tourne à vide, et n'engendre que la détresse ou l'orgueil. Voilà comment la honte et l'horreur de soi-même sont suscitées. L'éducation, de même que l'ensemble des rapports que l'individu entretient avec la société qui l'entoure, qui ne s'adresse pas à cet individu lui-même, dans son originalité irréductible, en tant que personne libre, être parlant, n'engendre qu'un non-sens où l'individu n'a plus d'alternative que son propre dressage ou sa propre déchéance.

C'est au niveau le plus fondamental de l'exercice libre d'une telle parole et de l'écoute qu'elle suppose que se joue toujours toute possibilité d'un renversement des rapports d'humain à humain dans la société. Ce n'est qu'en commençant par travailler à l'exercice d'une telle parole et écoute authentiques, en commençant par écouter directement ce que chaque individu a de plus propre à exprimer, c'est-à-dire aussi en commençant à redonner sa parole à la souffrance sociale quotidienne elle-même, que la critique révolutionnaire, aussi bien théorique que pratique, pourra se faire radicale. D'une manière générale toute possibilité de révolution, tout changement radical, retournement total, de la qualité des rapports vivants qui composent la société, ne peuvent passer que par la réappropriation et l'exercice spontané de ces rapports vivants eux-mêmes, donc aussi par le rejet inconditionnel de toutes les structures aussi bien étatiques que syndicales (étant entendu que les secondes n'ont d'autre but que le maintien des premières) qui toujours étouffent toute possibilité de contestation. C'est l'ensemble de la société, chacun de nos rapports sociaux, qu'il nous faut ainsi renverser et réinventer ; c'est également sur la base d'une réappropriation de ces rapports que la puissance de la contestation de chaque individu pourra trouver une efficacité dans la lutte contre tous les aspects de l'oppression et de l'humiliation quotidiennes.

Comme annoncé dans notre précédent numéro, un débat sur les prisons a eu lieu ce samedi 21 janvier. Deux ex-co-cellulaires ont en particulier témoigné de leur séjour " au château ". Devant une quarantaine de personnes, elles sont venues confirmer ce que nous savions déjà : la prison est une torture de tous les instants.

## UNE TORTURE DE TOUS LES INSTANTS

- "Bonsoir.
- Bonsoir madame.
- Tu veux une chicorée ?
- Non merci, je n'en bois pas.
- Tu veux une cigarette ?
- Non merci, je ne fume pas."

Voilà comment s'est passée notre rencontre dans cet autre monde contenant un lit superposé, une petite table avec deux chaises, une petite armoire, un coin "salle de bain", un petit frigo, une télé et un panneau d'affichage.... Le tout sur 9 m<sup>2</sup>".

"L'arrivant" y échoue avec le barda du taulard : un petit plateau dans les mains avec des couverts et une paire de draps. Grâce aux médias et aux gardiens, il y est précédé par des bruits et rumeurs concernant son "affaire" ... En préventive ou pas, les prisonniers peuvent être condamnés par les matons, parfois par d'autres détenus, et peuvent alors subir des humiliations, voire des actes de violence.

Car il arrive que les "porte-clés",

peut-être pour sublimer leur pauvre existence, se sentent investis d'une mission morale. Les commentaires et autres remarques destinées à dégrader les détenus sont alors de rigueur et font monter les tensions. Mais, quand elles éclatent, c'est toujours aux dépens des détenus. Une panoplie de mesures disciplinaires est à la disposition de l'Administration Pénitentiaire. Les plus craintes sont le mitard et la suppression des remises de peine. Le mitard, c'est le cachot, une pièce minuscule, avec un banc en béton qui fait office de lit. L'isolement y est total (pas de courrier ni de parler, ni de lecture, ni télé ni rien). Cela nous rappelle combien, même sous des dehors modernes, la prison appartient au Moyen âge.

Même une simple pétition est vécue comme un acte de rébellion. Le détenu ne peut que se taire et subir son enfermement de 21 h sur 24 h, espérer des parloirs, être pris aux ateliers (écriture, sport) et surtout dans des forma-

tions rémunérées qui permettent de "cantiner", c'est-à-dire de pouvoir acheter auprès de l'Administration pénitentiaire, à prix d'or, des produits de première nécessité. La location du couple télé-frigo coûte 8,50 euros par semaine et par personne, multiplié par les 900 détenus, cela procure un revenu de quelques 400 000 euros annuels à la société Eurest qui se charge de fournir cela et bien d'autres choses à des prix tout aussi hallucinants.

Les cigarettes, les denrées, tout ce qui est acheté par le biais de la "cantine" à la Maison d'arrêt de Seysses lui profite. Il faut savoir qu'en plus de la gamelle quotidienne, l'Administration pénitentiaire distribue un rouleau de papier hygiénique, un dentifrice et une brosse à dents, un shampoing, un savon et un berlingot de javel PAR MOIS. Tout le reste, c'est au prisonnier à se l'acheter à des prix prohibitifs chez Eurest !

Un assistant au débat ✎

## *Le Père Noël à la prison.*

Elles étaient là, les familles, parfois venues de fort loin, devant la prison de Seysses, tôt ce matin du 24 décembre pour apporter à leur prisonnier un modeste colis alimentaire (5 kg maximum !). Par moins 5 degrés, dans le vent, sur un gazon verglacé, femmes, enfants, bébés, personnes âgés ont fait souvent plus de deux heures de queue pour pouvoir déposer un "cadeau de Noël" pour améliorer l'ordinaire lamentable qu'accorde l'administration aux prisonniers. La fouille était méticuleuse. Les barquettes en alu étant refusées, des familles ont dû transférer, comme elles l'ont pu, les aliments dans des poches plastiques récupérées ça et là (non fournies par l'administration). Quant à ceux qui avaient porté un saucisson ou un chorizo, ils ont dû le couper en fines lamelles pour pouvoir le faire rentrer.

Le distributeur automatique de boissons était en panne (bien sûr). L'abri était vraiment trop petit pour contenir tout le monde (une trentaine de places). Le parking était plus que complet, obligeant les gens à se garer en stationnement interdit le long des accès. Les toilettes pour handicapés étaient carrément fermées. Les deux uniques WC disponibles (pour des centaines de personnes) dans un état minable (pas étonnant : il n'y a rien de prévu pour changer les bébés : il faut bien laisser les couches quelque part !). Il n'y avait plus assez de tickets pour prendre son tour dans la queue. Bref, un "accueil" que l'on ne souhaite à personne !

Heureusement, le Père Noël du Comité d'action et de soutien aux prisonniers était là lui aussi, remontant le moral des familles, distribuant café, thé, biscuits, sans oublier le quatre pages "Un autre futur pour les quartiers" aux adultes, ainsi que chocolat, douceurs ou peluches aux enfants, donnant des renseignements (sur le contenu possible des colis et des emballages,...) et surtout montrant qu'il est possible de construire, partout, une solidarité, tout simplement, sur le terrain.

Le vieux lutin noir et rouge ✎



# NOUVEL ASSAUT SUR CRONSTADT

**L**a sortie, chez Fayard (oct. 2005) d'un épais ouvrage ("Cronstadt", Jean-Jacques Marie, environ 480 pages) sur l'histoire de cette forte-ressse et de sa révolte contre le pouvoir bolchevik (1921) peut sembler une bonne nouvelle. En effet, à part une petite brochure constituée d'extraits divers [1], et un petit texte d'Anton Ciliga (voir plus bas), il n'existe à notre connaissance aucun autre ouvrage disponible, en français, sur ce sujet [2].

L'ouvrage est du genre plutôt détaillé. Cependant, il n'apporte aucun fait nouveau par rapport à ceux connus jusqu'à présent, bien que l'auteur ait bénéficié de l'accès à une documentation inédite de première main : les archives soviétiques (essentiellement des rapports de la Tcheka, l'ancêtre du KGB, la sanguinaire police politique). De plus, l'utilisation de ces archives manque de discernement, ou, pour le moins, de commentaires (un peu comme si on essayait d'écrire un livre sur Mai 68 en se basant, sans aucune critique, sur les rapports des Renseignements généraux) Ainsi en est-il des pages où se succèdent les rapports policiers faisant état d'un supposé antisémitisme des insurgés. Les citations sont le plus souvent livrées à l'état brut. Le lecteur ne saura pas quel crédit leur apporter, ni dans quelle mesure elles sont représentatives. L'élaboration d'un "appareil critique" est pourtant le minimum que l'on puisse attendre du travail d'un historien face à de telles archives. L'auteur lui-même renforce cette sensation. Page 125 il explique, sans aucune justification, que des ouvriers empêchent Zinoviev de faire un discours, parce qu'il est...juif (comment l'auteur peut-il savoir qui, du "juif" ou du président du soviet de Petrograd, a été sifflé ? Mystère).

## LE PRÉCÉDENT MAKHNOVISTE

Or, et ceci explique peut-être cela, il se trouve que l'auteur a antérieurement publié un autre livre sur la même période : "La guerre civile russe, 1917-1922" (mars 2005, éditions Autrement). Pour l'essentiel, ce dernier n'est constitué que d'un collage de témoignages des uns ou des autres (grossoièremment parlant, des "rouges" et des "blancs") sur les aspects les plus sordides de la guerre civile -ce qui n'est

pas très utile, mais pourquoi pas ! Il y est, entre autre, question de Makhno. Par exemple, à la page 102 de "La guerre civile", un communiste nous déclare que "Les makhnovistes, n'ayant ni mécanicien ni pilote, incendient les appareils. Puis commence une bachanale de pillage : les soldats makhnovistes dévastent les magasins, les entrepôts, les riches appartements. Un groupe dans sa fureur met le feu à plusieurs bâtiments. Le Grand Bazar est entièrement pillé. Le comité révolutionnaire bolchevique essaie de convaincre les makhnovistes de procéder à une réquisition ordonnée des biens et des vivres, un makhnoviste lui répond : 'Nous sommes partisans du slogan : "De chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins"'. Le lien entre les exactions supposées et l'affirmation idéologique ne saute pas aux yeux. Tout au contraire. Mais l'auteur se garde bien de relever la contradiction patente dans le témoignage qu'il cite. Il utilise les "témoignages" des blancs de la même manière. Page 149, il cite l'un d'entre eux déclarant que Makhno "pillait, brûlait et tuait". Sans commentaire. On croirait lire Marie-Antoinette à propos de la Révolution française.

L'auteur lui-même affirme, page 151, que "Makhno n'aime ni la ville, juste bonne à ses yeux à être pillée, ni les citoyens, et encore moins les bourgeois qu'il rançonne". Aucune référence ne vient chapeauter cette affirmation sur le goût immodéré de Makhno pour la campagne. Ces citations étant livrées tel quel le lecteur est indirectement prié de les prendre pour argent comptant. Même si c'est de la fausse monnaie.

La littérature anti-makhnoviste est une vieille tradition, qu'elle soit rouge,

blanche, ou le fait de littérateurs peu scrupuleux, comme Joseph Kessel. Mais qu'un historien, en 2005, continue de charrier ces légendes d'antisémitisme et de banditisme, alors que toutes les clarifications à ce sujet sont depuis longtemps très largement accessibles [3], voilà qui laisse un goût amer à cette lecture. Mais, faut-il s'en étonner ? Présenté comme un "spécialiste de l'Union soviétique et du communisme", l'auteur, si l'on en croit sa bibliographie, est surtout un chantre du trotskisme. [5].

## RETOUR À CRONSTADT

Le livre sur Cronstadt, plus consistant, perd cet aspect "Nouveau Détective". Si l'auteur reste dans l'ensemble assez factuel, la mise en perspective avec son ouvrage précédent permet de prendre la mesure de plusieurs remarques disséminées çà et là.

Par exemple page 224 de "Cronstadt", quand les insurgés dénoncent la vénalité des commissaires du peuple, il ne peut s'agir pour l'auteur que de propagande monarchiste et qui plus est, antisémite. Comme si les commissaires du peuple avaient été des modèles d'honnêteté ! Ou encore page 256, on apprend incidemment qu'il y a une forte proportion de rescapés makhnovistes parmi les marins de Cronstadt. Il n'en sera quasiment plus question dans la suite. Mais les marins sont constamment présentés comme des éléments "dépolitisés" rêvant d'accéder à la petite propriété. Encore un exemple : page 295 l'auteur affirme que "C'est donc bien le principe même de la propriété d'Etat que les dirigeants de l'insurrection rejettent". Que les insurgés puissent simplement rejeter l'Etat, qu'il soit tsariste, démocratique ou bolchevik, voilà qui ne semble pas l'effleurer. Au total, la révolte de Cronstadt est présentée, au mieux, comme une révolte de paysans-petits-bourgeois rêvant d'accéder à la propriété (lire : désireux que leur famille puisse cultiver un lopin de terre pour pouvoir se nourrir. Evidemment, si on considère le fait de vouloir manger comme petit-bourgeois...).



Ce qui saute aux yeux pour un lecteur averti, c'est le mépris envers les paysans (et plus généralement envers les pauvres), accusés d'être naturellement du côté de la bourgeoisie selon de profondes théories qui, appliquées à la lettre, firent mourir de faim des millions de personnes. Ce parti pris devient ubuesque avec des assertions comme "cette absence de toute allusion à la situation internationale souligne l'origine paysanne des marins qui ont rédigé et voté [une résolution]" : des origines paysannes empêchent de comprendre la situation internationale. On aura tout lu ! (page 142).

Bref, banditisme et antisémitisme des insurgés, nature petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire de la paysannerie : le point de vue tchékiste n'est pas perdu pour tout le monde. Mais cela valait-il la peine de fouiller dans les archives pour nous resservir cet indigeste ragoût ?

## QUE FAIT DONC LA CNT À CRONSTADT ?

Les remarques ci-dessus prennent une résonance particulière dans les dernières pages du livre, où il est soudain, et fort étrangement, question de la CNT et de la Révolution espagnole. Celle-ci en effet aurait "[replacé] Cronstadt sous la lumière de l'actualité" (une remarque assez étrange puisque Cronstadt a toujours été d'"actualité" dans les milieux anarchistes, surtout en France et en Espagne où passèrent des anarchistes russes survivants). L'auteur met le doigt sur la collaboration de "chefs" de la CNT au gouvernement, ce qui pour lui, en bon trotskiste, est la même chose que la collaboration des anarchistes dans leur ensemble avec les sta-

liniens : "Pour répondre aux critiques, les dirigeants anarchistes accompagnent leur collaboration gouvernementale avec le PC espagnol d'articles exaltant l'insurrection antibolchevik de Cronstadt, dont ils se proclament les héritiers. Il est plus aisé d'exalter Makhno et Cronstadt à Barcelone que d'y combattre la politique de Staline. En décembre 1937, Trotski leur répond : "face à Cronstadt et à Makhno nous avons défendu la révolution prolétarienne contre la contre-révolution paysanne. Les anarchistes espagnols ont défendu et défendent encore la contre-révolution bourgeoise contre la révolution prolétarienne". Tout en s'interrogeant sur la pertinence d'une telle remarque dans un livre qui ne parle, en dehors de ce passage, que de Cronstadt et de la Russie, on voit que l'imprécision côtoie le sordide : non seulement les anarcho-syndicaliste de la CNT ont fait en Espagne une véritable révolution, mais ils ont combattu les armes à la main les staliniens de tout horizon présents en Espagne.

Cet ouvrage, qui prétend ne pas faire de politique, sorti chez un éditeur grand public, est censé, grâce à l'utilisation des archives de la Tcheka, jeter une "lumière nouvelle" sur les événements. En fait de lumière, sous couvert de respectabilité universitaire, c'est celle du lance-flammes de la calomnie policière !

## D'HIER À AUJOURD'HUI

Les événements de Cronstadt seraient depuis longtemps soigneusement tombés dans l'oubli, si deux ouvrages n'avaient pas été publiés dans les années 30 [6]. Ouvrages qui obligent Trotski à se fendre d'un texte pour

tenter de balayer cette histoire d'un revers de main. Le passage suivant, modèle de calomnie politique, est passé à la postérité : "Les marins qui étaient restés dans le Cronstadt 'en paix' jusqu'au commencement de 1921, sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de la guerre civile, étaient, en règle générale, considérablement en dessous du niveau moyen de l'Armée rouge et renfermaient un grand pourcentage d'éléments démoralisés, qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs" [7]. Si on ne se lasse pas de s'étonner du fait que des éléments démoralisés aient pu combattre par la suite jusqu'à la mort (pour continuer à pouvoir porter des pantalons bouffants ?) et que malgré leur "niveau moyen" inférieur ils aient bien tenu tête à une Armée rouge numériquement supérieure et bien mieux armée, le parallèle entre ce jugement porté par Trotski et les récentes analyses des organisations trotskistes sur les émeutes en banlieues est assez frappant. En effet, une version moderne de cette citation donnerait : "Les masses qui sont restées dans les banlieues populaires de France jusqu'à aujourd'hui, sans trouver d'emploi dans aucun secteur porteur de l'économie, sont en règle générale considérablement en dessous du niveau moyen de conscience politique des militants (au choix : de la LCR, de LO ou du PT) et renferment un grand pourcentage de drogués qui portent d'élégants joggings Lacoste et se coiffent de casquettes à la façon des voyous". Le talent littéraire en moins, c'est bien ce que nous ont expliqué Arlette, Alain et leurs bandes respectives[8]. Rien de neuf sous le soleil du trotskisme !

PL 

[1] "1921, l'insurrection de Cronstadt la Rouge", éditions d'Alternative Libertaire, quatrième édition, juin 2005.

[2] On peut par contre trouver des ouvrages qui portent pour une part sur les événements de Cronstadt, comme "La Révolution Inconnue" de Voline, réédité par les éditions Verticales, ou des ouvrages de Rudolf Rocker, Alexandre Berkman, etc. Au rang des ouvrages épuisés, on peut mentionner "La tragédie de Cronstadt (1921)", Paul Avrich, Point histoire Seuil, 1975 et

"Kronstadt 1921, Proletariat contre bolchevisme", Alexandre Skirda, éditions de la Tête de Feuille, 1971.

[3] Plusieurs ouvrages -à commencer par ceux de Makhno lui-même- font le point sur ces questions, comme par exemple l'œuvre de Voline (qui était d'ailleurs juif). Le tout est remarquablement synthétisé dans l'ouvrage d'Alexandre Skirda "Nestor Makhno, le cosaque libertaire, 1888-1934", éditions de Paris.

[4] Etrangement, il ne cite d'ailleurs que le passage le plus

scabreux de ce livre par ailleurs remarquable, voir Ida Mett "Souvenirs sur Nestor Makhno" éditions Allia, et A. Skirda, voir supra.

[5] Jean-Jacques Marie est animateur du Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskistes et Révolutionnaires Internationaux, constitué à partir des archives de l'OCI, ancêtre de l'actuel Parti des Travailleurs, voir Rouge du 31 octobre 2002.

[6] Ante Ciliga "L'insurrection de Cronstadt et la destinée de la révolution russe", dans la revue La

Révolution Proletarienne n°278, 10 septembre 1938, disponible aux éditions Allia ; et Ida Mett "La commune de Cronstadt, crépuscule sanglant des Soviets", 1938, diverses rééditions par Spartacus.

[7] Léon Trotski "Beaucoup de bruit autour de Cronstadt", dans le Bulletin de l'opposition n°66-67, 1938, cité dans le recueil d'Alternative Libertaire.

[8] Voir à ce sujet l'article "Trop conscients pour se révolter" du Combat Syndicaliste de Midi-Pyrénées n°93, décembre 2005/janvier 2006

# SARKOZY II

Le projet de loi "Sarkozy 2" relatif aux gens de nationalité étrangère comporte une clause qui ouvre particulièrement grande la porte à l'arbitraire de l'administration. L'étranger sera jugé sur "son intégration républicaine dans la société française, appréciée en particulier au regard de son adhésion personnelle aux principes qui régissent la République française ainsi que de leur respect et de sa connaissance de la langue française".

Le fait d'imposer l'obligation d'adhérer à de quelconques principes pour avoir le droit de vivre quelque part constitue, en elle-même, une violation flagrante du principal principe républicain : la liberté. Car la liberté d'opinion garantit justement le droit de vivre où l'on veut en adhérant à ce que l'on veut.

Comme rien ne permet d'apprécier objectivement l'adhésion à des principes, ce concept est purement arbitraire. Gageons qu'on nous expliquera que les futurs Bokasa et consorts qui seront accueillis sur le sol français, bien qu'empereurs, dictateurs ou truands adhèrent parfaitement aux principes républicains, mais que le malheureux qui se sera opposé à ce même dictateur dans son pays et qui sera venu ici essayer de s'y réfugier sera recalé !

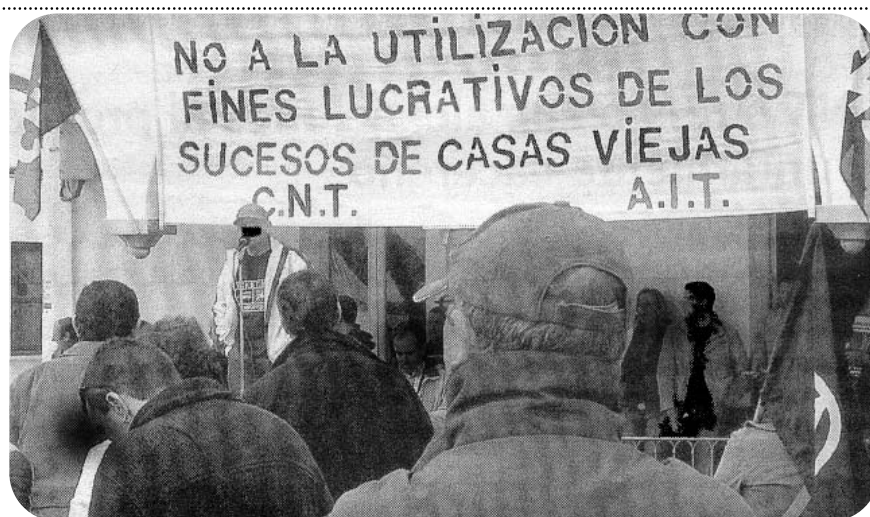
Cela permettra aux préfetures de ne pas renouveler les papiers à des gens jusqu'à présent parfaitement en règle, au seul motif qu'ils ne sont pas assez républicains, et de fabriquer ainsi de nouveaux sans-papiers.

Alex ✎

**Contre cette loi, le "Rassemblement des ouvriers sans papiers, gens d'ici et leurs amis" appelle à manifester à Toulouse, samedi 18 mars à 15 h 30 à partir du Capitole.**

## LIBERTÉ POUR LES PRISONNIERS D'ACTION DIRECTE

Les prisonniers d'Action directe, Lincarcérés depuis le 26 février 1987, ont terminé leur peine de sûreté de 18 ans depuis un an. Ils ont donc fait des demandes de libération conditionnelle. A ce jour, toutes ont été refu-



## NOS SENTIMENTS NE SONT PAS À VENDRE

1933. Quelque part en Andalousie. Un village, Casas Viejas, choisit la liberté. Ses habitants proclament le "communisme libertaire" et décident d'organiser une vie fraternelle et égalitaire en dehors de tous les pouvoirs. Intolérable pour un État, fut-il républicain. La réaction est immédiate, féroce. Les forces de répression envahissent le village, détruisent, brûlent, blessent, tuent. 25 travailleurs agricoles sont assassinés. L'émotion est intense dans toute l'Espagne. Elle dure encore aujourd'hui. Pour certains, c'est une marchandise comme une autre. Des commerçants, avec l'appui de la mairie actuelle (socialiste) veulent faire leur pognon sur les 25 cadavres. Leur projet : convertir ce qui reste des taudis des révoltés en une sorte "d'Anarland" pour touristes en mal de mémoire. Un complexe hôtelier est en construction. Il devait s'appeler "La Libertaire" (du surnom d'une compagne de l'époque, rescapée de la boucherie policière, et militante de la CNT-AIT jusqu'à sa mort). Il s'appellera, s'il est construit, "Années trente". Car le projet est quelque peu ébranlé par la détermination des descendants des rescapés. Comme est venu le dire publiquement le fils de La Libertaire, "Nos sentiments ne sont pas à vendre". La CNT-AIT qui s'oppose à la privatisation et à la marchandisation de la mémoire a organisé plusieurs manifestations et rassemblements pour dénoncer la récupération. ✎

sées sous prétexte de non-reniement de leurs actions. En réalité, ce sont des otages politiques, tout comme Ibrahim Abdallah, lui aussi détenu à Lannemezan, qui va battre un record avec 23 ans de prison).

Malgré un état de santé déplorable, Nathalie Ménigon, incarcérée à Bapaume, s'est vu refuser deux demandes de suspension de peine pour raison médicale à la suite de plusieurs accidents vasculaires cérébraux. Il y a un mois, elle posait une troisième demande après une hospitalisation en urgence.

C'est par cette même procédure et grâce à une mobilisation importante que Joëlle Aubron, atteinte d'une tumeur au cerveau\*, a été libérée. Elle est actuellement hospitalisée.

Georges Cipriani, qui ne s'est jamais remis du traitement spécial et des longues périodes d'isolement aux-

quels ils ont tous été soumis, a séjourné à plusieurs reprises en hôpital psychiatrique et est actuellement incarcéré à Ensisheim.

Jean-Marc Rouillan, incarcéré à Lannemezan, a fait appel du refus de libération conditionnelle. La réponse sera donnée le 28 février.

A l'occasion de l'entrée dans leur vingtième année d'incarcération, des rassemblements seront organisés devant leurs lieux de détention le samedi 28 février afin d'exprimer notre solidarité et notre refus du chantage "repentir contre libération" et de leur condamnation à la mort lente. ✎

**Pour LANNEMEZAN, rendez-vous samedi 25 février 2006 à 14 heures devant la gare. Départ en car depuis Toulouse : rendez-vous à 11 h sur le parking de Basso-Cambo (métro).**

## CÉNÉTISTEMENT VÔTRE

presse régulières, en particulier sur le Mirail. Pour participer, n'hésitez pas à nous contacter.

### UN AUTRE FUTUR

Ce petit quatre pages, en partie bilingue (français-arabe), est diffusé sur les tables de presse des quartiers. Vous pouvez le demander au syndicat ou le télécharger sur notre site.



Site : <http://anarchie.net/jeunes libertaires>. Le numéro 35 de leur bulletin vient de paraître.

### PERSPECTIVE LIBERTAIRE

Site de brochures anarchosyndicalistes et anarchistes révolutionnaires. Son but est de présenter un choix, essentiellement téléchargeable, offrant une cohérence politique :

<http://perspectivilibertaire.free.fr>

### Auch

TABLE DE PRESSE LIBERTAIRE : Le premier samedi de chaque mois, 8 h -12 h, marché de la cathédrale.

## Camping de la Cnt Ait

CHAQUE ANNÉE, DANS UN COIN DE CAMPAGNE, AVEC UNE INFRASTRUCTURE SIMPLE MAIS SUFFISANTE, LE CAMPING DE L'UNION RÉGIONALE CNT-AIT DE MIDI-PYRÉNÉES EST UNE OCCASION D'ÉCHANGES DANS UNE AMBIANCE FRATERNELLE. IL SE DÉROULERA CETTE ANNÉE DU DIMANCHE 30 JUILLET AU DIMANCHE 6 AOÛT. SI VOUS ÊTES INTÉRESSÉ, PRENEZ CONTACT AVEC TOUT MILITANT DE LA RÉGION.

## MONTAUBAN

TABLE DE PRESSE CNT-AIT : Tous les samedis, 10h30 sur le marché Prax-Paris.

## ALBI - QUERCY - ROUERGUE - AVEYRON

Samedi 11 février la CNT-AIT était présente sur Albi : distribution massive d'un tract, repas fraternel puis discussion entre militants et sympathisants. D'autres initiatives auront lieu. Pour tout renseignement, pour tout contact, écrire à la CNT-AIT de Montauban qui transmettra.

## TARBES

TABLE DE PRESSE CNT-AIT : Le dimanche de 10 à 12 h. : marché aux vêtements (halle Mercadiou).

## TOULOUSE

### NOUVEAU : SITE INTERNET.

Lors de la parution de ce journal sera lancé le site internet de la CNT-AIT de Toulouse. Pour en savoir plus, connectez-vous simplement : <http://cnt-ait-toulouse.fr>

PERMANENCE PUBLIQUE au siège du syndicat, tous les samedis de 17h à 19h, 7 rue St Rémésy (parallèle à la rue Pharaon).

TABLES DE PRESSE : tous les dimanches 10h30-12 h. au marché aux puces Saint-Sernin, et à 11-12 h au marché de Saint-Aubin. Egalement au RU du Mirail jeudi 12 h 30 - 13 h 30 (avec les JL). Dans les quartiers : tables de

## AUTRES CONTACTS

### COMITE D'ACTION & DE SOUTIEN AUX PRISONNIERS

Nous sommes un collectif de personnes sensibilisées par l'enfermement, l'incarcération. Révoltées par les conditions de détention et l'application des lois, nous nous positionnons contre la prison.

Nous avons décidé d'agir à travers :  
- du soutien aux familles : conseil et information sur la détention, ...  
- du soutien aux prisonniers : lettres.

L'objectif du groupe est de favoriser la prise de conscience collective de ce qu'est l'enfermement pour arriver, à terme, à la destruction des prisons. Ce collectif est ouvert. Toutes les initiatives sont les bienvenues.

CASP c/o CNT-AIT, 7 rue Saint-Rémésy 31000 Toulouse.

Permanence tous les samedis 17h30

### JEUNES LIBERTAIRES

Les J.L. regroupent des jeunes (lycéens, apprentis, chômeurs, salariés, étudiants), qui se reconnaissent dans les valeurs de la CNT-AIT. Pour tout contact : Le samedi (15/19 h), 7 rue St Rémésy à Toulouse. "Echange de savoirs" : une fois par mois.



CNT-AIT de Paris édite ce nouveau zine. Le titre est un clin d'œil à la publication qui prit la relève du journal "CNT" quand De Gaule, à la demande de Franco, le fit interdire pour priver nos compagnons de la CNT espagnole en exil de leur moyen d'expression. Le nouvel "Espoir" qui a pris pour devise "De la révolte à la résistance, de la résistante à la révolution", en même temps qu'il est un hommage aux luttes du passé, s'inscrit résolument dans l'actualité (le demander à : AIT c/o AAAFA, BP 5, 75860 Paris Cédex 18, ou par messagerie à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)).

# **UNE QUESTION DE DIGNITÉ**

## **CONTRAT POUBELLE OU EXPLOITATION PERENNE ?**

---

A gauche, on hurle bien fort au retrait du CPE, au respect du droit du travail, on veut de l'emploi "qui dure".

A droite, on réplique que l'emploi est une denrée rare, que le boulot cela se mérite. Faux débat ! Un emploi durable, c'est notre vie qui se brûle et le patronat qui en profite. Un emploi précaire, c'est la survie dans un système qui fait ses choux gras de notre misère.

## **CONTRAT D'UN JOUR ET EXPLOITATION TOUS LES JOURS.**

---

L'esclavage permanent, voilà le choix de la "démocratie". Et que dire de son comportement ? Ici, des chômeurs, de plus en plus contrôlés voire agressés en plein conseil général, là des individus emprisonnés, ailleurs des campagnes médiatiques diffamatoires contre les classes populaires, plus loin, des familles humiliées... ou encore un salarié arrêté juste parce que sur internet il évoquait les ANPE incendiées, ou une autre traduite en justice parce qu'elle a osé critiquer comment l'hospice où elle travaille maltraite les résidents ... et après tout cela, on nous dira qu'il faut voter parce que c'est la démocratie !

## **C'EST POURQUOI AUJOURD'HUI**

---

Nous ne voulons pas être dupe de la "recomposition" de la gauche, des manœuvres électorales, des rencontres au sommet, des réceptions de notables...

Contre l'exploitation, pour notre dignité, avec les étudiants déterminés qui bloquent les facs en dénonçant les syndicats, avec les révoltés des banlieues, avec les comités de précaires et les lycéens qui apprennent l'autonomie, avec tous ceux qui sont en lutte sans arrière-pensées politiciennes

**FAISONS NOUS ENTENDRE DE PLUS EN PLUS :**  
**ABSTENTION ACTIVE, DESOBEISSANCE MASSIVE,**  
**GREVE ILLIMITE !**